

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Le totalitarisme aussi porte en lui la guerre

par Roger HAGNAUER

La dévaluation du franc est chose faite

mais elle est insidieuse *par Robert LOUZON*

Les Auberges de Jeunesse *par Jacques BOUYÉ*

Comment a vécu la révolution hongroise

par Zoltan SZTARAY

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 600 fr.
Un an 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois 700 fr.
Un an 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE

concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS

notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 416 - Avril 1957

Le totalitarisme aussi porte en lui la
guerre
Le symbole africain
La résistance intérieure en Union Soviétique.
Notre sagesse relative

R. HAGNAUER
E. BURNET

R. H.

Chronique de l'Union des Syndicalistes
Une initiative de la Fédération de la
Métallurgie C.F.T.C. — Et l'expérience de
la Loire ? — La solidarité avec les ouvriers
hongrois en France. — Solidarité avec les
travailleurs algériens. — Le Syndicat
national des Instituteurs à l'honneur. —
Du nouveau dans les Alpes-Maritimes. —
« Sous le drapeau noir des makhno-
vistes »
Les Auberges de Jeunesse
Comment a vécu la révolution hongroise ..
L'Internationale des Transports et le boy-
cott.

R. GUILLORE
J. BOUYE
Z. SZTARAY

Lettre d'Argentine
Vive le Guépéou !

J. PRINCE
R. L.

Notes d'économie et de politique
Hausse des salaires = diminution des béné-
fices. — La dévaluation du franc est
chose faite mais elle est insidieuse. — Les
Juifs, avant-garde, puis arrière-garde de
l'Occident
Lettre de Tunis
Demi-succès et espoirs ouvriers.

R. LOUZON
J.-P. FINIDORI

Parmi nos lettres

Talons de mandat. — Sur l'exode des Arabes
de Palestine. — Sur le pacifisme pur.

A travers les livres

« Les Instituteurs », de Georges Duveau
(R. Guillore). — « Permanence d'une
volonté », de Rudolf Rocker.

ENTRE NOUS

Il faudra que nous établissions le bilan des dix
années de la « R. P. », depuis sa réapparition.

On oublie facilement aujourd'hui que notre revue
a continué l'effort mené depuis sa fondation contre
le colonialisme.

La documentation fournie sur la sanglante affaire
de Madagascar, sur les causes et conséquences de
l'assassinat de Ferhah Hached, sur la situation maro-
caine, sur la guerre d'Indochine, sur les élections
truquées d'Algérie est quelque peu oubliée ou mécon-
nue. C'est cependant ce qui a souvent provoqué de
salutaires mouvements d'opinion, et la R.P. peut
revendiquer une part de responsabilité dans les suc-
cès obtenus en Tunisie et au Maroc particulièrement.

C'est la « R. P. » qui, continuant là encore l'effort
mené avant la guerre, a dénoncé avec le plus de
constance l'impérialisme stalinien.

Sur le plan syndical, les fondateurs de la C.G.T.-
F.O. ne manquaient pas — lorsqu'ils se sentaient
encore peu assurés — de s'appuyer sur la « R. P. »
qui — sans doute — n'a jamais été un organe F.O.,
mais qui, par ses campagnes contre la sinistre impos-
ture stalinienne, a allégé une atmosphère alourdie par
le terrorisme des uns et la « prudence » des autres.

Seulement les rédacteurs de la « R. P. », les plus
favorables à F.O., ne voulaient pas que la nouvelle
centrale fût corrompue par le bureaucratisme et
l'affairisme. D'où la campagne contre le BEDES. On
ne nous l'a pas pardonné. Ainsi, dans Jean-Barois,
lorsque les dreyfusards de dernière heure bousculent
les dreyfusistes des premières batailles — ceux-ci se
consolent en disant : « A voir leur hâte à nous
écarter, on croirait qu'ils redoutent notre intransi-
gence morale. »

C'est encore la « R. P. » qui a lancé le « Rassem-
blement de Puteaux », comme elle ouvre aujourd'hui
ses colonnes à « l'Union des Syndicalistes ».

C'est tout de même un bilan qui n'est pas néga-

tif. Nous piétons... peut-être. Parce que le « mou-
vement » n'est pas vraiment reparti. La survivance
de la « R. P. » c'est l'espoir qui persiste dans la
renaissance du syndicalisme. Mais ce n'est pas encore
la certitude. Nous pouvons tenir encore longtemps.
Notre développement dépend de nos amis — dépend
aussi de la collaboration de militants responsables
qui n'ont pas perdu, en acceptant des mandats, le
droit de penser et de parler librement.

C'est à l'Union des Syndicalistes de constituer ce
réseau de militants dans toutes les régions et toutes
les industries. Il faudra le prolonger par des corres-
pondants étrangers. Déjà nous avons prospecté effi-
cacement. Mais ce qui reste à faire est beaucoup
plus important. Nous attendons, par exemple, l'étude
qu'un ami anglais sollicité doit nous adresser sur
les grandes grèves du mois dernier.

Nous voudrions connaître directement l'opinion
de syndicalistes américains, allemands, africains,
asiatiques.

Ce sont là de multiples tâches que nous ne pouvons
remplir que si nous sommes certains de notre sécu-
rité matérielle, si nous pouvons revenir aux 32 pages,
si le nombre de nos abonnés augmente régulièrement.

A vous de célébrer notre dixième anniversaire.

**RENOUVELEZ VOTRE ABONNEMENT SANS AT-
TENDRE DE RAPPEL.**

**SOUSCRIVEZ POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA
« R. P. » — OFFREZ DES « ABONNEMENTS
D'ESSAI » — ENVOYEZ-NOUS DES LISTES DE
POSSIBLES — DIFFUSEZ LES BROCHURES DE
L'UNION.**

Il y a 32 ans, on nous accordait six mois d'exis-
tence.

Il y a 10 ans, les meilleurs d'entre nous hésitaient
devant les risques d'un nouveau départ, alors que
rien ne semblait survivre de ce que nous avions servi.

Nous connaissons si souvent des motifs de décou-
rageement que nous pouvons bien, en regardant nos
114 numéros de la nouvelle série, nous répéter le
beau vers de Marcel Martinet :

« O ! petite lumière. O ! victoire sur l'ombre ! »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton

Le pacifisme pur peut-il sauver la Paix ? *

Le totalitarisme aussi porte en lui la guerre !

Nous avons tenté dans un premier article de préciser les deux causes essentielles de déséquilibre, de discordance, dont la conjonction a provoqué les deux grands conflits mondiaux, en 1914 et en 1939, des industrialisations qui ne sont pas « synchroniques », dont certaines s'accélérent pour « rattraper » leur retard — un désaccord dans certains Etats entre l'évolution économique et l'évolution politique.

On pourroit en déduire que la paix du monde en 1957, comme en 1914 et en 1939, dépend de cette loi générale.

UN NOUVEAU FACTEUR : LE TOTALITARISME

Or, il y a entre 1914 d'une part, 1939 et 1957 d'autre part, une différence essentielle : c'est l'existence du totalitarisme.

Il est vrai que celui-ci n'est pas un mal mystérieux et imprévu, que la croissance brutale de l'hitlérisme s'explique aussi bien par le phénomène allemand, que la cristallisation de la bureaucratie stalinienne par le phénomène russe ; et qu'outre les facteurs économiques, l'échec de la révolution allemande, du socialisme allemand — l'échec et la liquidation de la révolution russe ont ouvert les voies du totalitarisme.

Il est également vrai que sur le plan européen, Hitler et Staline ont prolongé simplement le pangermanisme et le tzarisme.

Mais en examinant les conditions de la paix et les menaces de guerre, on n'a pas le droit d'ignorer que si explicable qu'il soit, le totalitarisme, par sa logique propre, change complètement les données du problème.

Les ruptures d'équilibre extérieures et intérieures :
1) une industrialisation plus tardive et plus rapide se heurtant aux monopoles des puissances établies ;
2) l'industrialisation n'ayant pas été menée parallèlement au développement d'une bourgeoisie commerçante et industrielle — tout cela aboutit à la dictature capable de s'opposer à la pénétration des capitaux étrangers, capable de pourvoir par ses hommes-liges à l'absence d'un personnel politique, administratif et technique.

Mais la dictature demeure un expédient provisoire, peut-être nécessaire dans une période de transition comme ce fut le cas du bonapartisme. Le totalitarisme se présente comme une pyramide dont la tête se fixe au pouvoir, dont la base couvre toutes les activités, toutes les institutions du pays.

Il ne s'agit pas d'une classe sociale dont la force dépend de la propriété acquise ou de la propriété des moyens de production. Il s'agit d'une caste dont la seule force réside dans l'exercice du pouvoir politique.

Sans doute, a-t-on connu des ordres privilégiés qui jouissaient d'immunités, même après avoir perdu leur raison d'être. Mais les privilèges individuels et collectifs assuraient la persistance d'intérêts localisés et indépendants.

Dans le totalitarisme il n'est pas d'individus, au sein de la caste, dont la survivance ne dépend que du sommet... ce qui faisait dire au communiste oppositional italien Bordiga : la pyramide repose sur la pointe !

L'INTERVENTION DE LA PUISSANCE POLITIQUE

Né des discordances signalées, le totalitarisme les

accentue, quelquefois en changeant l'ordre des termes.

En Allemagne, la puissance politique a accéléré le mouvement pangermaniste d'un tel rythme qu'il n'était plus possible de borner les conquêtes.

En Russie la puissance politique a forcé l'allure de l'industrialisation, a réalisé en quelques années l'œuvre séculaire des capitalismes classiques, en portant au paroxysme par une cadence infernale toutes les tragédies de la révolution industrielle : l'accumulation primitive, le colonialisme, les déplacements massifs de la campagne à la ville, la loi d'airain des salaires.

Il convient de rappeler que la « normalisation » dans les vieux pays capitalistes n'a été possible que par les oppositions d'intérêts, la lutte des classes.

Un parti totalitaire ne supporte ni les unes, ni l'autre. Il ne se renouvelle pas, il se purge — c'est-à-dire qu'il doit incorporer totalement ceux qu'il annexe, et demeurer dans son corps collectif, immuable et intangible.

Jamais autant qu'en ce cas, on ne trouve une application aussi accomplie de la morale de Nietzsche :

Ce n'est pas seulement la volonté de puissance qui se substitue à l'instinct de conservation. C'est l'instinct de conservation qui impose nécessairement la volonté de puissance.

LES « COMPLEXES » BOURGEOIS ET TOTALITAIRES

Bien entendu, ce sont là des réalités trop mouvantes pour qu'on puisse les fixer en un schéma même approximatif.

Les termes de « bourgeoisie » et de caste totalitaire se définissent difficilement et une définition si claire et si complète soit-elle supprime des particularités qui apparaîtront peut-être essentielles, examinées d'un autre point de vue.

Dans la bourgeoisie française, peut-on ranger le gros capitaliste, le petit commerçant, le technicien, le fonctionnaire supérieur ou moyen, le paysan, le professeur, l'avocat et le médecin, alors que les contradictions qui les opposent pèsent beaucoup plus que la solidarité qui les unit ?

Et chaque Etat capitaliste n'a-t-il pas connu une évolution sociale qui lui est propre ? Ne peut-on souligner, par exemple, l'importance exceptionnelle des classes moyennes aux Etats-Unis, terre du capitalisme le plus expansif ?

Dans les pays qui n'ont pas dépassé l'ère pré-capitaliste, — le cas du Maroc se présente comme typique, à cet égard — on ne voit pas nettement se dessiner les contours d'une future bourgeoisie.

D'autre part, la caste totalitaire peut-elle se cristalliser dans la position occupée, après l'élimination de toutes les oppositions ? L'Allemagne ne l'a subie que pendant douze ans — même pas pendant toute une génération. Et dans la république de Bonn, il semble qu'une bourgeoisie se soit constituée, consciente de ses avantages économiques, assez ferme aujourd'hui pour fournir à l'Etat un personnel politique et administratif, stable et prudent.

En Russie, trente années de stalinisme ont fixé une génération. La caste tend naturellement à devenir héréditaire. Mais des privilèges acquis et consolidés disjoignent les pierres de la pyramide. On sait déjà que des clans, au sein de la caste, représentent des intérêts divergents. On sait aussi que la

(*) Voir « R.P. » de mars 1957.

jeunesse n'accepte plus facilement les consignes, qu'elle s'agite et même se rebelle (comme en Pologne, en Hongrie, en Allemagne orientale, mais là ce phénomène réconfortant s'explique plus aisément).

DES DISSEMBLANCES FONDAMENTALES

Nous n'avons nullement la prétention d'exposer ici des thèses originales ou de proposer des solutions. Notre seul désir est d'attirer l'attention sur ce qui nous paraît essentiel et d'alimenter le débat ouvert sur « le pacifisme efficace » par les notes de J.L.

L'hypothèse que nous formulons ici c'est qu'un conflit mondial ne peut être provoqué **par une seule cause** et qu'il y aura probablement localisation des conflits, s'il y a seulement concurrence impérialiste, ou seulement tentative d'émancipation d'un peuple et de formation d'une nation.

Mais l'existence de castes totalitaires compte comme facteur de généralisation des conflits, équivalent aux deux premiers.

Subsidiairement, on peut joindre au dossier du totalitarisme une culpabilité supplémentaire. C'est d'abord qu'un tel régime favorise l'incertitude, la fragilité des conjectures — car jamais les oppositions d'intérêts ne sont clairement exprimées.

Pour comparer encore la situation — aux centres des deux « blocs » — on connaît, par information directe et publique : l'opposition entre le gouvernement des Etats-Unis et les pétroliers indépendants du Texas, la condamnation par la centrale syndicale américaine de la réception symbolique du roi séoudite, féodal et esclavagiste ; nous n'avons aucun moyen d'interprétation sûre des tournants de la politique moscovite.

Ce qui veut dire qu'aux Etats-Unis, un changement d'orientation peut être prévu et permet d'apprécier la tendance dominante. Tandis qu'en U.R.S.S., le système du bouc émissaire, des purges successives joue à l'intérieur de la caste le rôle des confessions et des pénitences dans l'âme du pécheur qui en sort soulagé et fortifié.

C'est aussi, du même point de vue, que la caste ignore ou méprise les règles assurant la validité des contrats. C'est aujourd'hui une vérité première que tout le monde en Occident admet sans en être troublé. Aucun homme sérieux et honnête ne se porterait garant de la sincérité des engagements pris par les maîtres de Moscou. Et pourtant que d'hommes sérieux proposent d'honnêtes contrats ou traités aux gouvernements totalitaires !

NOTRE ENGAGEMENT COSMOPOLITE ET INTERNATIONALISTE

Dans ces conditions, nous ne pouvons nous associer à une propagande pacifiste qui s'adresse indistinctement aux gouvernements occidentaux pour que leurs peuples l'entendent et aux gouvernements totalitaires dont les peuples, s'ils l'entendent — ce qui n'est pas totalement impossible mais bigrement difficile — n'y voient qu'une raison de désespérer.

Nous ne pouvons nous associer à une propagande pacifiste qui, en entretenant la peur panique du suicide atomique, favorise la localisation des conflits, c'est-à-dire dans la majorité des cas l'écrasement de peuples volontairement révoltés, par les machines du colonialisme classique ou du colonialisme totalitaire (2).

(2) Est-il vrai, comme l'écrit J. L., que le pacifisme intégral soit mort, parce que les communistes l'ont tué ?

Sans doute, convient-il de se méfier d'une propagande pacifiste utilisée par les agents d'un Etat aux armements formidables. Mais c'est un des nombreux exemples de la prostitution par les staliniens d'idées nobles appartenant au patrimoine des élites mondiales. Tartuffe aussi voulait « nous assassiner avec un feu sacré ».

Nous n'entendons pas perdre notre temps et nos faibles forces à proposer des solutions politiques qui ne résoudront aucun des problèmes essentiels et que les gouvernements et les partis trouveront facilement sans nous (3).

Notre première tâche c'est, pour « connaître » notre devoir, d'explorer les domaines où se produisent les ruptures d'équilibre.

Pour qu'un impérialisme soit dangereusement expansif, il faut savoir s'il est capable d'exporter beaucoup plus d'objets finis que de matières premières, c'est-à-dire s'il dispose de marchés de plus en plus étendus pour ses exportations et de ressources croissantes en matières premières. Enfin si l'exportation des capitaux produits au sein de son empire ne se heurte pas à des résistances politiques (4).

Cependant le pacifisme intégral, la non-violence ont été démentis par les faits, sans qu'intervienne l'impudence stalinienne. L'Inde de Gandhi désavoue, par son exemple, l'enseignement du maître. Au reste, si notre groupe, notre R.P. ont fréquemment soutenu le pacifisme, par opposition au nationalisme et à l'impérialisme, ce ne fut jamais jusqu'à la répudiation de la violence révolutionnaire. Nous avons justifié la défense révolutionnaire en Espagne, comme nous justifions aujourd'hui l'insurrection hongroise.

(3) Est-ce une réponse suffisante à une dernière question de mon ami J. L. : Peut-on approuver le Pacte Atlantique ?

Là encore, nous ne fuyons pas le débat. Il n'est pas dans notre rôle de proposer des alliances militaires. Nous continuons à en condamner le principe. Mais nous sommes engagés par la logique même de la Résistance, menée depuis 1941 par des révolutionnaires qui ne craignent pas de se rallier à un général, et de favoriser l'offensive anglo-américaine de 1944. Dans la situation présente, peut-on briser l'Alliance Atlantique sans subir le sort des peuples de l'Europe orientale : C'est la seule question à laquelle il faut répondre nettement.

Ce qui est proprement scandaleux, c'est de juger le Pacte comme un aspect de la colonisation américaine, qui peut fort bien s'exercer sans intervention militaire. Tous ceux qui étudient honnêtement l'histoire de ces dix dernières années reconnaissent que l'alliance atlantique a été réalisée à la suite d'appels et de démarches de la France et de l'Angleterre. C'est sans doute conforme à la politique menée par Washington. Mais il ne s'agit pas de volontés américaines unanimes et immuables. Il reste aux Etats-Unis de fortes tendances isolationnistes, souvent représentées par les politiciens les plus réactionnaires et les plus impérialistes.

(4) De bons camarades nous reprocheront de demeurer dans le vague et dans l'abstrait. Mais nous ne voulons qu'orienter le débat. Nous voulons surtout éviter le schéma doctrinal qui débute par des conclusions.

Dire que l'impérialisme représente la réaction et mène à la guerre, c'est un alibi commode. Le même impérialisme peut être réactionnaire là où il empêche la formation de démocraties et facteur de progrès là où il provoque la naissance d'un mouvement ouvrier.

La politique américaine peut fort bien apparaître sous ces deux aspects, selon que l'on regarde l'Amérique du Sud ou l'Afrique du Nord. Nous avons déjà rappelé le qualificatif employé par Trotsky : impérialisme pacifiste. Est-ce toujours valable ? Ce que nous désirons, ce sont des données précises et l'évaluation exacte des facteurs qui interviennent.

Cependant le « Daily Telegraph » affirme — dans son numéro du 26 février 1957 — que Staline s'était décidé à la guerre mondiale en 1953. (La guerre possible dans cinq ans, écrivait Louzon dans la « R.P. » de 1947.) Il faudrait là aussi connaître exactement les éléments d'appréciation qu'on n'a pas le droit de négliger.

D'autre part, le processus de formation de nations politiquement indépendantes peut être observé dans tous les « empires coloniaux » et tous « les morceaux détachés » des Empires. Les pays de l'Afrique du Nord, du Proche-Orient, de l'Amérique du Centre et

Pour réduire ou annuler la deuxième cause de rupture d'équilibre, il faut examiner dans les pays qui commencent leur industrialisation, les possibilités de formation d'une classe paysanne liée au sol par la propriété et d'une bourgeoisie indigène — c'est-à-dire d'une véritable nation.

Enfin il faut — the last but not the least — s'interroger sérieusement sur la liquidation des castes totalitaires et sur les moyens d'accélérer le processus.

Mais où nous pouvons nous rencontrer facilement avec les « pacifistes purs », ceux dont le désintéressement ne peut être suspecté, c'est sur le terrain de la lutte morale et idéologique contre la légende guerrière, le prestige militariste, les discriminations raciales, les archaïsmes nationalistes.

Nous ne sommes pas convaincus de l'efficacité immédiate de cet effort de libération. Nous ne croyons pas que l'on puisse ainsi résoudre des conflits et annuler des discordances qui peuvent être entretenus mais non déterminés par les partis pris nationaux ou raciaux et les aberrations bellicistes.

du Sud, de la Chine et de l'Europe Orientale sont à l'heure actuelle les terrains de cette évolution dont nous avons tenté de fixer les étapes.

C'est en étudiant parallèlement les deux phénomènes que l'on pourra établir les probabilités de paix ou de guerre. Probabilités, non certitudes, car les calculs peuvent être modifiés par l'action ouvrière qui peut contenir les imperialismes et favoriser l'indépendances des peuples et dont l'efficacité dépend du repérage des points décisifs.

Nous voulons réaliser en nous un véritable cosmopolitisme et un véritable internationalisme, non parce que c'est politiquement nécessaire, mais parce que c'est humainement salutaire. C'est la seule voie ouverte à ceux qui n'abdiquent pas devant la nécessité et les machines.

Réussirons-nous à reconnaître comme seules valeurs intellectuelles et morales celles qui sont cosmopolites par essence ? (5)

Réusirons-nous à recréer une Internationale ouvrière qui méprisera les « verboten » nationaux, qui « fera le genre humain pour devenir le genre humain ».

Nous ne l'affirmons pas. Nous n'avons même pas à l'espérer. Il nous suffit de le concevoir pour décider de notre « engagement » définitif.

Roger HAGNAUER.

(5) Il est assez étonnant que l'on n'ait pas mis en relief deux informations significatives. Dernièrement, l'Assemblée nationale a voté une résolution proposant l'institution à l'O.N.U. d'une commission chargée d'enquêter sur « les crimes contre l'humanité ». Les communistes s'y sont opposés.

Par compensation, on nous rappelle que la France n'a pas encore ratifié la convention internationale des Droits de l'Homme « en raison des plaintes qui n'auraient pas manqué de parvenir d'Algérie et de certains territoires d'outre-mer » (« Le Monde » du 23-2-57).

LE SYMBOLE AFRICAIN

Etienne Burnet, qui fut directeur de l'institut Pasteur de Tunis, a publié dans « l'Action » un remarquable article sur l'indépendance du Ghana, dont nous reproduisons ici quelques extraits.

Les fêtes de l'indépendance du Ghana ont eu un immense retentissement. Elles en ont encore plus à la réflexion. L'événement prend une signification plus grandiose que sur le moment. L'imagination découvre un phare, très haut dressé, qui projette des feux tournants sur le monde entier, au-delà de ces Côtes de l'Or et de l'Ivoire, noms somptueux qui commémorent les tentatives de l'Europe. On les a même appelées Côtes de l'Ebène, en l'honneur des cargaisons de nègres exportées de ces rivages fahuleux et inépuisables.

Comment a-t-on oublié de proclamer le plus émouvant Centenaire qui se puisse fêter ces années-ci ? 1856-1860, c'est le prélude fiévreux de la guerre de Sécession aux Etats-Unis (1861-65) et de la première émancipation des noirs, décidée pour le 1er janvier 1863 par Abraham Lincoln ; — toutefois après celle des noirs de Saint-Domingue, décrétée en 1793 par la Convention Nationale. Les quinze à vingt millions de noirs des Etats-Unis ne sont-ils pas pour la plus grande part originaires de ces Côtes du Golfe de Guinée ?

Si dans leur allégresse les libéraux ont la mémoire un peu distraite, les colonialistes laissent percer leur inquiétude. Ils se demandent jusqu'où l'ébranlement se propagera sur la planète. Ils sont nombreux les noirs qui restent à libérer, du Sénégal à l'Ethiopie, et du Soudan jusqu'au Cap de Bonne-Espérance, dont il ne tient qu'aux hommes blancs de justifier le nom.

Accra (1), le Ghana c'est l'indépendance dans la Souveraineté d'un Etat noir, avec une Constitution, des élections, un Gouvernement, une nation, et un

(1) Accra, capitale de l'ancienne Gold Coast (Côte de l'Or). Le Ghana est le nom d'un empire noir du Soudan, au X^e siècle.

nationalisme ; tout cela, comme ils disaient, « manières de blancs » ; liberté et... démocratie.

Le symbole d'Accra, c'est davantage encore ; c'est, non seulement le mirage, mais le projet, rationnel et réaliste, d'une fédération africaine d'Etats noirs indépendants. C'est un fait du même ordre que la Déclaration de Philadelphie de 1776, la déclaration des colonies anglaises d'Amérique du Nord, soulevées contre l'Angleterre. C'est un fait du même ordre que l'effort d'association asiatique de Bandoeng. Les Etats particuliers et isolés passent à la condition d'antiquités. Aujourd'hui, c'est déjà l'époque des Etats-Unis. Et après...

L'appel d'Accra est de force à rejoindre l'esprit de Bandoeng. Il y a de quoi faire frémir le Nil, le Niger, le Congo, le Zambèse, le Transvaal, comme on frémit jadis le Mississipi, l'Amazone et le Rio de la Plata.

Le monde a beaucoup changé depuis cent ans. Le seul fait durable est le changement. Le changement de notre époque est la conquête de l'indépendance et la coopération des indépendances. La révolution interne du Japon en 1868 a posé la question des indépendances asiatiques. La déclaration de Philadelphie en 1776 a posé la question des indépendances américaines. La victoire pacifique d'Accra pose la question des indépendances africaines. L'Europe regarde et ne comprend pas toujours.

Les jeunes Etats ont leur faiblesse. Leur salut est dans cette évolution. Il s'agit de vivre et il ne suffit pas, pour vivre, de l'indépendance politique particulière. Ils doivent d'abord gagner leur indépendance économique. Désormais le facteur vital consiste dans la science et la technologie. Les jeunes nations ont besoin d'aide économique, financière et culturelle. Si elles se choisissent de puissants protecteurs elles y risqueront leur indépendance et des formes nouvelles de colonialisme. C'est en s'orientant vers la coopération universelle que le symbole d'Accra accomplit l'initiation du monde noir ; — du monde, tout simplement.

Etienne BURNET.

LA RESISTANCE INTERIEURE EN UNION SOVIETIQUE

Il paraît — c'est « France Nouvelle », l'hebdomadaire central du P.C.F. qui nous l'apprend — qu'un nouveau décret vient de renforcer considérablement le rôle des syndicats dans les entreprises soviétiques.

On vient d'y créer, en effet, des commissions de conflits du travail qui seront composées en nombre égal de représentants de la direction et de représentants du comité syndical de l'usine ou de la localité. Elles auront pour tâche — nous dit-on — d'examiner tous les conflits du travail entre les travailleurs et la direction, sauf les questions concernant la réintégration des employés congédiés, les modifications de la composition du personnel et la fixation du taux de salaire des travailleurs.

A en croire le journal communiste (et il faut le croire sur ce point), ce nouveau décret donne « une plus grande responsabilité » aux syndicats soviétiques — ce qui veut dire de plus grands pouvoirs. Mais ceux qui veulent jusqu'à maintenant devaient être voisins du néant, s'ils étaient moindres que ceux qui leur sont concédés aujourd'hui.

Car ils n'auront pas à intervenir pour fixer le taux des salaires, ni pour empêcher les mesures arbitraires de congédiement ou de déplacement du personnel. Il n'y a pas, dans le monde « capitaliste », de syndicats qui aient si peu de droits. Il n'y a pas, dans ce même monde, un seul militant syndicaliste qui se résignerait à être ainsi démuné de tous les moyens d'agir pour la défense des intérêts ouvriers.

Cet extraordinaire décret ne prouve pas seulement l'impuissance des syndicats soviétiques ; il témoigne aussi du mensonge sur lequel repose toute la propagande stalinienne.

Mais le fait même que l'Etat russe ait jugé nécessaire d'accorder un semblant de droits aux syndicats, est l'indice certain que les travailleurs de cette prétendue « patrie du socialisme » commencent à réagir contre l'omnipotence de leurs dirigeants et à revendiquer des droits élémentaires que leurs camarades des pays capitalistes ont su conquérir et renforcer.

C'est le signe que l'exploitation des masses ouvrières par la nouvelle couche d'exploiteurs qui sévit en Russie est menacée dans ses privilèges.

Confirmant la résistance intérieure que rencontrent les dirigeants russes, un ancien capitaine de l'armée soviétique, qui se fait appeler « Nicolas », a fait récemment une conférence à Paris, sous l'égide du « Club des Montagnards » et du « Club William Penn », au cours de laquelle il a affirmé l'existence de deux courants distincts l'un de l'autre et qui tendent, directement ou indirectement, à la transformation plus ou moins radicale du régime actuel. Le premier est le « réformisme » existant sous une forme généralisée mais encore diffuse, au sein même du parti communiste soviétique. Ce « réformisme » tend à obtenir un changement profond du système économique sans se préoccuper des conséquences politiques qu'il pourrait entraîner.

Le second courant affecte l'opinion. Il s'agit de la résistance au régime tendant à son renversement et à l'adoption des principes de la démocratie occidentale. Contrairement à ce que l'on croit généralement en Occident, cette opposition n'est plus, au point de vue idéologique, à l'état embryonnaire. Si, au point de vue de l'organisation, cette opposition est loin d'être dirigée d'une ma-

nière cohérente sur tout le territoire de l'Union Soviétique, au point de vue idéologique on peut distinguer trois tendances s'affirmant de plus en plus clairement : 1° Socialiste, s'apparentant au socialisme français et au travailisme britannique ; 2° Populiste, ayant ses racines dans l'ancien socialisme russe et tendant vers un programme néo-coopérative ; 3° Solidariste, préconisant la nationalisation des grandes industries et un régime de propriété « liée au travail ».

Notre sagesse relative !

Un vieux camarade loue ma sagesse. Le mot me fait peur. Sage... l'observateur « impartial » qui n'ayant pas pris parti avant d'examiner... ne prend pas plus parti après avoir conclu.

Sage l'opportuniste qui attend... après avoir suivi... avant de suivre la voie facile.

La sagesse, c'est parfois d'examiner et d'attendre. Mais parce que l'on a pris parti et que l'on veut agir...

Est-il sage le socialiste qui ne veut pas entendre les cris, les plaintes, les objurgations provoquées par la politique Lacoste... qui se félicite des succès électoraux... relatifs de son parti ?

Mais — et les élections depuis janvier 1957 l'établissent de plus en plus nettement — si les socialistes gagnent ou se maintiennent... les communistes ne perdent plus. Ce sont les électeurs de Mendès-France qui troublés par l'audace du leader radical, se regroupent derrière Guy Mollet. « Il nous faut un gouvernement qui gouverne », disait Clemenceau. On gouverne à Alger... c'est-à-dire que l'on sévit contre les Français libéraux... contre les musulmans modérés... avec une hargne grandissante. Cela suffit pour le moment.

Mais les post-staliniens ne perdent plus. Ils ne perdent plus aux élections politiques (à Villeneuve-Saint-Georges, ils gagnent des voix)... ils ne perdent plus aux élections professionnelles, ou si peu.

Ils ne perdent plus en France, ils ne perdent plus en Italie méridionale. Ici, parce que la misère et l'inquiétude persistent. Là, parce qu'on oppose l'Algérie à la Hongrie. La politique Lacoste, condamnée par toute l'Internationale socialiste, se dresse sur les ruines de la solidarité ouvrière internationale. On comprend qu'en Dordogne les communistes aient voté pour le candidat de Lacoste. On ne s'étonne pas de voir sur l'écran Lacoste dans l'ombre de De Gaulle. Les « hommes qui savent GOUVERNER » se retrouvent toujours !

Etre sage, c'est choisir ce qui réveille cette solidarité. Ce n'est pas se déclarer pour Nasser. Ce n'est pas fermer les yeux sur sa collusion avec Moscou. Ce n'est pas justifier la neutralité bienveillante d'Arabes instruits et clairvoyants pour Hitler, hier, pour les sous-Staline, aujourd'hui. Ce n'est pas non plus obligatoirement donner raison à l'Etat d'Israël. C'est affirmer que nous devons tout faire pour sauver les expériences socialistes d'Israël — tout faire pour que soit réglée la question des réfugiés de Palestine — tout faire pour tirer le peuple égyptien de la misère.

Pouvons-nous faire quelque chose d'efficace ? Je n'en sais rien. La sagesse c'est quelquefois de tenter l'impossible — c'est toujours de ne pas abandonner la tâche avant d'avoir tenté tout le possible.

R. H.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

« Le regroupement des forces éparses du véritable syndicalisme serait un facteur de clarification. Il redonnerait des raisons d'espérer aux travailleurs désespérés par la trahison des politiques du syndicalisme. »

A. HEBERT
(R.P. — janvier 1957).

C'est à dessein que je commence par m'appuyer sur une autorité syndicale en abordant cette chronique difficile. Difficile parce qu'il faut trop souvent remplir avec des vœux, des intentions et des vœux ce qui devrait être plein de faits tirés de l'expérience et de la vie.

Hébert et quelques autres aussi devraient bien nous dire comment ils voient ce « regroupement des forces éparses ». Il y a encore des moments où nous croyons que cela répond à un besoin. Nous voulions en citer quelques exemples.

Une initiative de la Fédération de la Métallurgie C.F.T.C.

Cette organisation, par son secrétaire Descamps, vient de demander son adhésion à la F.I.O.M. (Fédération Internationale des Ouvriers sur Métaux) qui est un secrétariat international de la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres) à laquelle adhère, on le sait, « Force ouvrière » en dépit des tiraillements relatifs à l'Algérie. C'est un événement significatif. La fédération de la métallurgie F.O. a, paraît-il, approuvé cette demande d'adhésion. Il n'en est peut-être pas tout à fait de même du côté de l'état-major confédéral ; surtout, cela ne va plus du tout si l'on se tourne vers la direction de la C.F.T.C., très jalouse du « pluralisme » syndical et qui pousse les hauts cris. La question reste en suspens et la fédération chrétienne de la métallurgie consulte ses adhérents.

Il y a donc des militants qui éprouvent le besoin de travail en commun. L'Union des syndicalistes se doit de les soutenir. Je sais bien qu'il y a aussi cette bonne vieille question — toujours d'actualité — de la défense laïque. Est-on sûr qu'en en discutant honnêtement entre militants de base, on n'obtiendrait pas de meilleurs résultats qu'en se mettant à défendre l'école laïque avec les fidèles de l'église russe, rite orthodoxe, tout à fait qualifiés, nous le savons, en matière de laïcité ?

Et l'expérience de la Loire ?

Ce serait plus que jamais le moment que paraisse la brochure des camarades de la Loire sur leur expérience unitaire. Il n'y a pas beaucoup d'expériences comme la leur. Et là, pas de considérations sur ce qui devrait être ; mais la relation de ce qui a été et de ce qui est encore, sans en oublier les difficultés, accrochages et échecs.

D'ores et déjà, nous attendons le texte de nos amis de la Loire pour essayer de lui donner la diffusion qu'il mérite. Thévenon qui doit avoir du temps maintenant, est personnellement et instamment sollicité.

Vous me direz que ce n'est pas la première fois que je parle de cela. Mais vous verrez que ça finira par venir...

La solidarité avec les ouvriers hongrois en France

Là encore ce qu'ont fait nos camarades de

la Loire pourrait servir d'exemple. C'est effarant comme nous avons tendance à oublier vite ! Il n'y a que quelques mois que l'insurrection hongroise a soulevé le monde ouvrier et bouleversé la situation mondiale, et déjà un lourd silence semble s'être de nouveau abattu à l'Est, coupé seulement par les élucubrations des Kadar et autres Marosan, dont le nom est tout un programme, comme le disait Albert Camus au meeting de solidarité du 15 mars. Pourtant, il est bien vrai que tout est changé...

Au moment où j'écris, je viens de sortir d'une réunion dominicale du Cercle Zimmerwald où nous avons rencontré, pour notre édification, des camarades hongrois qui ont participé à l'insurrection. Nous y avons trouvé beaucoup de raisons de réconfort. Mais sera-t-il dit que notre solidarité se bornera à cette sympathie rétrospective et à ces discussions sur les « perspectives » ? Faudra-t-il que nos camarades hongrois ne connaissent en France que les gendarmes, les poulets et les curés, sans compter les cocos qui, vous le pensez bien, ne perdent pas leur temps ? Décidément, notre internationalisme a trop tendance à être théorique... Oui ou non, sommes-nous capables d'aider vraiment, autrement que par de bonnes paroles, nos camarades hongrois ?

L'Union des syndicalistes aura à dire son mot sur ce point dans son assemblée générale du 11 avril (elle se sera tenue sans doute quand ce numéro sortira) ; elle devrait s'efforcer de donner un contenu réel à son adhésion formelle au Comité ouvrier d'aide aux Hongrois (de la S.I.A.).

Et les syndicats que font-ils ? Nous avons vu déjà comment la C.I.S.L. a enterré en sourdine la proposition de boycott faite par l'Internationale des Transports. Heureusement en France des organisations ont fait plus que sauver l'honneur : la Fédération de l'Education nationale a fondé un comité de solidarité, auquel a adhéré le Syndicat des Correcteurs, et qui a aidé effectivement les camarades hongrois ; il en a accueilli plusieurs dans l'établissement de La Verrière de la Mutuelle de l'Education nationale (aux dernières nouvelles cependant, cet établissement, rendu à sa destination, aurait donné congé aux camarades hébergés. Mais vont-ils se retrouver seuls ?).

Enfin, à la suite du meeting de Wagram, auquel avait pris part un camarade du Livre hongrois, la Chambre syndicale de la Typographie parisienne (C.G.T.) a décidé une solidarité effective.

Notons encore que le meeting de Wagram était présidé par Adrien Laverne, hier encore secrétaire général de la F.E.N., et aujourd'hui président du Comité d'aide aux réfugiés hongrois.

Solidarité avec les travailleurs algériens

Encore un point sur lequel « les forces éparses du véritable syndicalisme », pour parler comme Hébert, devraient se regrouper. L'ex-syndicaliste Lacoste ne fait tout de même pas encore la pluie et le beau temps dans nos organisations, encore qu'il ne manque pas d'y faire sentir son « influence » !

En Algérie, ledit M. Lacoste résout le problème en « regroupant » les militants syndicaux musulmans dans les camps de concen-

tration. Et pas seulement les musulmans. Je pense en particulier à mon camarade Douknan, du Syndicat national des Instituteurs et de « l'École émancipée » qui est accueilli, privé de traitement, dans le camp d'enfermement de Lodi. Et ce n'est qu'un exemple.

« Le Monde du travail libre », organe officiel de la C.I.S.L., publie dans son numéro de février la lettre que son secrétaire général, Oldenbroeck, a adressée le 1^{er} février au sus-nomme ministre pour protester contre la suppression de la liberté syndicale en Algérie. Il en profitait en même temps pour rappeler la position du Comité exécutif de la C.I.S.L. sur le problème algérien.

En réponse, l'honorable M. Lacoste écrivait, en date du 11 février 1957 :

« J'accuse réception de votre lettre du 1^{er} février 1957.

Je ne puis que vous laisser la responsabilité des affirmations erronées qu'elle contient et vous remercier des suggestions que vous voulez bien me présenter dans votre haute sagesse et grâce à votre compétence infinie, pour le règlement du problème algérien.

Ah ! Ah ! voilà au moins un grand homme d'Etat !

Mais nous avons assez parlé de ce M. Lacoste dont la politique, quoi qu'il puisse en croire, est absolument interchangeable. Je veux dire par là qu'on peut la remplacer sans dommage — au contraire — par celle de n'importe quel politicien « indépendant ». Saluons seulement au passage un homme comme René Capitant ; c'est peut-être « un affreux gaulliste », mais c'est un homme. Il sauve l'honneur de sa classe.

Mais la classe ouvrière ? Est-il possible de dégager la pensée et l'action de la classe ouvrière française relativement au drame algérien ? Cela n'est pas possible en tout cas s'il faut en juger par les grandes organisations qui sont censées la représenter. Nous ne pouvons, dans le cadre de cette chronique, essayer de tracer les lignes de ce que devrait être une politique ouvrière sur l'Algérie. Mais il faudrait que, dans cette revue même, nous le fassions.

Là aussi, nous chercherions en vain la solidarité pratique et active avec les travailleurs algériens (je veux dire comme mouvement d'ensemble). Nous ne l'avons pas vu s'exprimer au moment de la grève de fin janvier-début février.

A ce propos, « la Tribune Ouvrière » dénonce l'attitude du Syndicat Force Ouvrière-Renault. Le congrès de ce syndicat qui s'est tenu les 9 et 10 février, a voté à l'unanimité une résolution condamnant « ceux qui se sont fait les complices des écumeurs de la Sécurité Sociale durant la période du 28 janvier au 4 février ».

Quels sont donc ces « écumeurs » et ces « complices » ? Les « écumeurs » ce sont les travailleurs algériens qui se sont fait porter malades pendant la grève, et leurs complices, ce sont les médecins qui les ont reconnus malades. « On fait la grève ou on ne la fait pas », dit F.O. Les camarades ont raison. Encore faudrait-il discuter de toutes les nuances de la théorie et de la pratique du « macadam » que les ouvriers nord-africains n'ont pas inventé. Mais ces farouches défenseurs de la vertu syndicale n'ont, paraît-il, pas hésité à demander à la direction de ne pas verser l'indemnité complémentaire allouée aux malades et blessés nord-africains pendant cette période. Comme le dit « Tribune

Ouvrière », F.O. introduit donc la ségrégation raciale à l'intérieur de l'usine. Et le sympathique organe ne manque pas de montrer où sont les vrais « écumeurs » de la Sécurité Sociale.

Ce n'est peut-être pas un exemple unique de l'utilisation hypocrite des « principes » pour soutenir en fait la politique de ce M. Lacoste dont nous avons montré plus haut un aspect — et non le pire.

Le Syndicat national des Instituteurs à l'honneur

La preuve que nous n'avons aucun parti pris de critiques patentes, c'est que, lorsque quelque chose est bien, nous le disons. Peut-être n'est-ce pas notre faute si cela ne nous arrive pas plus souvent. Voici une initiative que nous saluons : le Syndicat national des instituteurs a inscrit comme question sociale à l'ordre du jour de son prochain congrès : *Comment le syndicalisme des instituteurs peut-il contribuer à un renouveau efficace de l'internationalisme prolétarien ?*

Avouez que ce « renouveau » s'imposerait. Il est bien que le S.N.I. l'ait compris et cela prouve, entre autres choses, que, dans les circonstances actuelles, l'autonomie n'est pas forcément signe de repliement corporatif. Le rapporteur, Henri Baude, a publié un questionnaire préparatoire dans l'« École Libératrice » du 15 mars. Est-il besoin de dire que nous suivrons avec intérêt les réponses des sections départementales et la discussion du congrès de juillet.

Du nouveau dans les Alpes-Maritimes

Le récent congrès de l'Union départementale des Alpes-Maritimes vient de changer sa direction. Celle-ci s'était montrée ces derniers temps un peu trop soucieuse de défendre les positions dites « socialistes ». Le congrès lui a signifié son désaccord, et sur 27 sièges à la commission exécutive l'ancienne direction n'en a plus que 4 !

Le nouveau bureau de l'U.D. avec un typo de Nice à sa tête, est composé d'éléments jeunes et dynamiques. Voici donc — ce qui est normal — des syndicalistes à la tête d'une union départementale de syndicats.

« Sous le drapeau noir des makhnovistes »

Dans sa conférence au Cercle Zimmerwald, Paul Barton a affirmé que, depuis 1952, de nombreux mouvements s'étaient produits dans les camps de concentration russes et qu'ils avaient eu lieu « sous le drapeau noir des makhnovistes ». Rappelons que Makhno fut, il y a plus de trente-cinq ans, le chef d'un premier soulèvement à tendance libertaire en Ukraine. La plupart des révoltés de 1952 et 1953 étaient, a dit Barton, très ignorants en matière d'idéologie. Ils savaient pourtant qui était Makhno dont on aurait pu croire morts le souvenir et les idées.

Voici une nouvelle preuve de la puissance invincible des idées de liberté qui tiennent au cœur de l'homme plus fortement que tous les sédiments des idéologies officielles. A ce point, les idées deviennent force, et force redoutable pour les tyrans les plus établis.

« Où donc les jeunes Hongrois de vingt ans avaient-ils appris la liberté ? », demandait Salvador de Madariaga au meeting de Wagram.

Ces idées, invincibles et libératrices, nous ne cessons pas ici, avec d'autres, d'attiser leurs cendres rouges.

R. GUILLORÉ.

LES AUBERGES DE LA JEUNESSE

Depuis vingt-cinq ans, cette expression revient de temps à autre dans les conversations ou les lectures, chacun la retient car l'association des deux mots éveille une certaine sympathie, mais bien peu de gens cherchent à savoir ce qu'elle représente. C'est pour combler cette lacune que je me permets de vous présenter les A.J., car l'influence qu'elles eurent sur les jeunes de 1945, et les formes d'organisation qui furent employées ne peuvent laisser indifférents ceux qui aujourd'hui recherchent désespérément la jeunesse dans les groupements sociaux.

L'IDEE DES A.J.

Venue d'Allemagne, l'idée des A.J. est introduite en France par Marc Sangnier qui ouvre la première auberge à Bierville en 1930. Les quarante heures, les congés payés créent un élan de la jeunesse vers les A.J., et les subventions accordées par Léo Lagrange équipent neuf cents auberges en 1939.

L'auberge idéale a trente places, quinze dans le dortoir garçons et autant dans le dortoir filles. Une salle commune dotée d'une belle cheminée sert de réfectoire. C'est la pièce maîtresse de la maison, la mieux décorée, la plus grande, celle où l'on retrouve ses vieux copains, où l'on « casse la croûte » et où l'on chante à la veillée. Une cuisine avec matériel collectif, une bagagerie et des lavabos sont les parties annexes indispensables.

Dans les régions touristiques, les A.J. sont distantes de vingt kilomètres. Leur but est de permettre à la jeunesse travailleuse de voyager à moindre frais et sans matériel spécial. Après les aventures de la journée, tous les jeunes se retrouvent dans la salle commune. Ils parlent de leurs voyages, confrontent leurs opinions, leurs expériences et apprennent à se connaître dans les mille petits détails de la vie quotidienne. C'est eux qui doivent préparer leur repas, nettoyer la maison et ramasser le bois mort pour la veillée. Ceux qui se dérobent devant ces tâches sont bien vite jugés par leurs camarades, et ont bien peu de chance d'être pris au sérieux à l'avenir.

Le feu de la veillée rassemble tout le monde autour de la cheminée. Chants, chœurs, poèmes, mimes, sketches, venus de tous les coins du monde font tomber les barrières que les langues et les conditions sociales dressent entre ces jeunes, et le « père aubergiste » a bien soin d'utiliser les circonstances pour unir les sentiments.

Ici gars et filles sont camarades, les fatigues des voyages, le grand air, la simplicité des relations éloignent le flirt et la câlinerie amoureuse.

Mais bientôt nos copains éprouvent le besoin de se voir dans la semaine ; c'est la naissance des groupes ajistes. Surviennent la guerre et l'occupation. L'impossibilité de toute action politique rabattit les jeunes de la gauche sur les A.J. qui furent tolérées par les Allemands.

Une fois les travaux terminés, certaines de ces auberges furent annexées par l'Etat ou d'autres collectivités, et une méfiance bien naturelle envers l'Etat et les « combines politiques » naquit chez la plupart des Ajistes.

En 1943, cent militants furent déportés dans les camps de concentration allemands, ce qui éloigna encore davantage l'ajisme des méthodes totalitaires.

GESTION DIRECTE

La gestion directe rassembla tous les usagers des A.J. dans les groupes. Le mouvement était

constitué, avait un but, un noyau solide, et des méthodes de travail précises quand survint la Libération. L'enthousiasme qu'elle soulève porte quarante mille jeunes de dix-sept à vingt-cinq ans dans les A.J., et ils s'intègrent parfaitement. L'esprit ajiste collant exactement aux aspirations du moment.

Le Mouvement uni des A.J. (M.U.A.J.) est constitué, il rassemble gars et filles de toutes les professions, confessions et nuances politiques, à l'exception des oisifs, des militaires et des policiers. Les groupes locaux, base de l'ensemble, sont fédérés en secteurs, régions, nation et ils gèrent trois cents auberges.

Un bon « foyer » local a trente membres. Il y a un responsable pour chacune des branches de l'activité du groupe, et voici les principales : route, bibliothèque, culture sociale, propagande, matériel, chant, danse, solidarité. Une équipe gère l'auberge, le trio responsable foyer-secrétaire-trésorier administre le tout et, le cas échéant, d'autres font la liaison avec des mouvements sympathisants. Dans les régions, de nombreux cercles d'études se constituent.

Nous sommes bien loin de la conception première de l'Ajisme qui maintenant prétend proposer un nouveau style de vie à la jeunesse. En fait, il démontre que la libre association d'individus, qui admettent de faire des efforts dans leurs loisirs, permet de jouir de la vie avec bien plus d'intensité que les amusements « préfabriqués » offerts par les sociétés commerciales. La franche camaraderie ajiste sans « chiqué ni snobisme » attire, ce qui retient c'est le respect de l'individu que l'on sent constant dans les moindres actions, ainsi que le rôle actif permanent qui est offert à chacun.

Bientôt les ajistes pensent aux autres et ils lancent l'idée des « caravanes ». Dans une entreprise, trois ajistes proposent d'organiser des vacances collectives pour les moins de vingt ans. Ce trio obtient des subventions de la direction, du comité d'entreprise, de la municipalité, il prépare un itinéraire et, le jour dit, vingt jeunes partent en A.J. pour quinze jours. Là ils verront vivre librement, ils participeront comme les autres aux activités et aux responsabilités. En plus des vacances, ils bénéficieront d'un bon bain de santé morale. Cent cinquante caravanes en 1945 et quatre cents en 1946 partirent ainsi.

Mais tout cela était bien trop idyllique pour durer et bientôt divers facteurs contradictoires influencèrent le mouvement.

DEUX TENDANCES

Deux courants fondamentaux se font jour dans l'ajisme. Celui de gestion directe déjà décrit, et un autre qui tend à faire des A.J. un organisme administratif mettant des maisons à la disposition des jeunes, sans que ceux-ci aient à s'en occuper. C'est cette formule de facilité qui triomphe actuellement. Le gouvernement verse plus facilement des crédits à un tel organisme, qui lui inspire plus confiance qu'une bande d'énergumènes dont les actions sont imprévisibles et incontrôlables. Suivant cette conception que nous dénommerons « Ajisme technique », les cartes sont délivrées à l'auberge au premier passage, c'est-à-dire à n'importe qui, il n'y a pas besoin d'être membre d'un groupe. Si l'on ne casse rien dans la maison, on peut revenir, c'est l'hôtel à bon marché.

De plus, la politique s'est infiltrée dans les deux courants ajistes, créant une multitude d'organisations après bien des scissions. Les luttes avaient

pour but de contrôler l'équipe nationale.

En 1944, le mouvement uni des A.J. (M.U.A.J.) se divise en une branche technique et une branche usagers (groupes).

1945. Marc Sangnier abandonne le M.U.A.J. et fonde avec les chrétiens la Ligue (usagers) et l'Organisation centrale des camps et auberges (O.C.C.A.J.). Le M.U.A.J. est dissous et se transforme en Mouvement laïque des A.J. (M.L.A.J.)

1946 Les communistes, qui ont échoué dans le noyautage du M.L.A.J., le quittent pour monter « Ajistes et campeurs de France » au sein de l'U.J.R.F. Ce mouvement disparaît au bout de six mois, les façons stalinienne n'ayant rien de commun avec l'ajisme. Les communistes se rabattent alors sur la branche technique qu'ils réussissent à dominer ; elle prend le nom d'Union française des A.J. (U.F.A.J.).

Le M.L.A.J. réagit en édifant tout un réseau de trois cents petites auberges gérées directement.

1948. Pour donner des appuis au M.L.A.J., on intègre à son comité directeur des représentants de la « Ligue de l'enseignement », du « Syndicat des instituteurs », de F.O., et de la C.N.T., et l'ensemble s'appelle Centre laïque des A.J. (C.L.A.J.).

1949. Les trotskystes essaient à l'intérieur du C.L.A.J. de lancer « l'ajisme ouvrier » centré sur les groupes d'usine. Cette formule n'a pas plus de succès que leur tentative de noyautage, mais ils restent dans le C.L.A.J.

1940-1950. Un essai d'union laisse le C.L.A.J. seul avec le ministère. Les socialistes, après de multiples démarches, font entrer l'Etat dans l'affaire, et la Fédération nationale des A.J. (F.N.A.J.) est créée en remplacement du C.L.A.J. Bien que subsistant, les groupes ne sont plus l'élément de base, et l'Etat a des droits de veto.

Parallèlement, l'U.F.A.J. communiste, la Ligue et l'O.C.C.A.J. chrétiens s'unissent pour former la Fédération française des A.J. (F.F.A.J.).

1951. Certains anarchistes des A.J. et des groupes neutres, fondent le Mouvement indépendant des A.J. (M.I.A.J.), qui revient simplement à la formule M.L.A.J. de 1945 (gestion directe).

Donc entre 1951 et 1955, les trois mouvements suivants sont en présence : F.N.A.J., F.F.A.J., M.I.A.J.

1955. F.N.A.J. et F.F.A.J. s'unissent sous la pression de l'Etat qui ne veut subventionner qu'un seul organisme, et la Fédération unique des A.J. (F.U.A.J.) voit le jour. Actuellement, F.U.A.J. et M.I.A.J. restent face à face. Ils sont totalement différents, tant par leur forme d'organisation que par leur importance numérique.

La F.U.A.J. qui gère la presque totalité des A.J. est un organisme centralisé à la disposition de directeurs élus mais tendant à devenir permanents. L'Etat exerce un contrôle rigoureux des activités, et les quelques groupes d'usagers qui subsistent ont perdu tout contrôle de la direction, ils ne représentent qu'une infime partie des plusieurs milliers de cartes délivrées dans les auberges.

A côté, le M.I.A.J., fidèle au principe de gestion directe, ne compte que cinq cents adhérents, mais tous militants. Depuis cinq ans, il s'est renouvelé à 50 %, et les anarchistes qui étaient l'élément dominant de ses débuts ont été remplacés en grande partie par des jeunes non engagés politiquement, mais qui restent fidèles au principe fédératif et à la gestion directe. Le journal « Regain » reflète fidèlement le M.I.A.J.

NECESSITE DU MOUVEMENT INDEPENDANT

La tendance actuelle de l'opinion française ne laisse pas prévoir une progression rapide du M.I.A.J. qui va à contre-courant, mais il peut et doit continuer à vivre, il reste pour les jeunes

esprits libres une petite lueur qui leur permet de se rassembler, de faire leurs essais, et de partir plus mûrs vers les réalisations de l'âge adulte.

Connaissant maintenant l'ajisme, nous allons examiner à quoi il a abouti sur le plan humain. Aux A.J., le jeune doit étaler son militantisme sur une dizaine d'années. A vingt-cinq ans, les problèmes posés par les loisirs ne devraient plus être le motif principal du militantisme. Mais l'effondrement des organisations politiques et sociales, le peu de rayonnement qui se dégage de celles qui subsistent, font qu'actuellement la plupart des plus de vingt-cinq ans restent dans le mouvement ajiste que trop souvent ils stérilisent en refusant de s'effacer progressivement. Eux et les jeunes ont des aspirations différentes. Les uns ont déjà résolu les problèmes de l'adolescence, et les autres brûlent de faire leurs essais. Dans le foyer, où l'expérience des anciens domine, le nouveau se trouve une toute petite place, il s'assimile difficilement, d'où limitation du recrutement.

Les A.J. qui, jusqu'en 1947, étaient un réservoir inépuisable pour les jeunes des groupements de gauche vivent maintenant pour elles-mêmes. Les intrigues qui eurent lieu dans leur sein ne sont pas étrangères au dégoût qu'éprouvent pour la politique la plupart des Ajistes, et tout cela parce que les diverses tendances, en voulant monopoliser le mouvement à leur profit, détruisaient le motif qui avait rassemblé tous ces jeunes et qui peut se résumer ainsi :

« L'ajisme ne peut, ne doit être qu'un lieu de rencontre des jeunes qui, dans une atmosphère de saine camaraderie, organiseront leurs loisirs, confronteront leurs opinions, se formeront, se tromperont peut-être, mais feront certainement leur apprentissage d'individus libres dans une communauté fraternelle. »

L'ajiste milite plutôt poussé par un instinct vital que par son raisonnement, ce qui explique le petit nombre des publications ajistes, et la vie bien douillette en marge de toute activité sociale que trop d'entre eux adoptent après avoir quitté le mouvement. Ils n'ont pas compris ce qu'ils vivaient.

Si d'autres plus lucides vivent aussi à l'écart, c'est qu'ils ne trouvent pas ou ne cherchent plus à trouver un mouvement d'une certaine envergure qui, dans l'esprit de l'ajisme, aspire à un monde meilleur. Heureusement, de très bons militants sont encore aux A.J. et tous ne les quittent pas pour s'enliser dans une inaction et un confort matériel dépravant, mais malgré la préparation admirable que constitue cette vie, le déchet humain est important au seuil de la maturité.

Seul celui qui sait analyser et comprendre par lui-même ce qui fait l'essence de l'ajisme a un comportement logique lorsqu'il le quitte. Ceux qui le vivent inconsciemment seront tôt ou tard à la merci de n'importe quel échappatoire qui leur demandera moins d'efforts. Le seul tort de l'ajisme est de ne pas essayer de se définir davantage dans sa presse, ses groupes et ses manifestations. Il aiderait pourtant beaucoup de ses membres qui seraient plus à même d'éviter les innombrables écueils qui les guettent.

Mais, tel qu'il est, l'ajisme de gestion directe mérite la confiance et l'appui de tous ceux qui, partant de l'homme libre, aspirent au socialisme. Quelques groupes des anciens mouvements « Ligue » et F.N.A.J. » noyés dans la F.U.A.J. et surtout le M.I.A.J. le représentent ; si vos routes se croisent, arrêtez-vous pour vous imprégner l'un de l'autre, car le dynamisme instinctif des uns, et le jugement réfléchi des autres, aspirent au même but, et manquer le relais serait impardonnable.

Jacques BOUYÉ.

COMMENT A VECU LA RÉVOLUTION HONGROISE

Une révolution nous paraît toujours positive dans les domaines économique, social et intellectuel, parce qu'elle accélère le plus souvent une trop lente évolution. Mais en dépit de ce caractère positif, elle comporte aussi des phénomènes négatifs. Indépendamment de son but et de son résultat, la révolution provoque toujours une certaine désorganisation. Le processus de production est paralysé, les usines s'arrêtent, le ravitaillement se fait par intermittence, les transports ne fonctionnent plus de façon régulière et l'on voit surgir des éléments louches qui viennent pêcher en eaux troubles.

Il faut donc poser la question de savoir comment ce problème s'est présenté dans la révolution hongroise.

On sait que le 24 octobre 1956, une grève d'une ampleur sans précédent a éclaté en Hongrie. On peut dire que dans le pays tout entier les travailleurs avaient cessé toute activité pour manifester leur solidarité avec la révolution et pour entrer, les armes à la main, dans la lutte pour la liberté de leur pays.

Cette situation a duré plusieurs semaines. Comment est-il possible que toute vie sociale n'en ait pas été brisée ?

Je voudrais répondre objectivement à cette question. Bien que je sois économiste et que j'aie plutôt tendance à envisager les phénomènes d'un point de vue matérialiste, il me faut constater que dans la révolution hongroise des éléments psychologiques ont joué un rôle primordial.

La révolution hongroise n'était pas préméditée. Même pendant la révolution, on n'a pas vu se manifester des organisations susceptibles d'assurer la direction générale des opérations. Or, pendant toute la durée de cette révolution, un ordre parfait, extraordinaire même, a régné. Je ne peux pas expliquer ce phénomène par des facteurs matériels.

La soif de liberté s'est manifestée avec une telle force que le peuple a renoncé à toute prétention individuelle. Les Hongrois n'avaient qu'un but, celui de gagner leur liberté. Cet unique désir leur a donné une force surhumaine.

Pendant la révolution, il n'y avait pas d'organisme capable de diriger les services publics, de déterminer si oui ou non ils devaient fonctionner et dans quelle mesure, de dire si les centrales électriques, les usines à gaz et les châteaux d'eau devaient fournir l'électricité, gaz et eau potable à la population.

Néanmoins, tous les ouvriers des services publics sont restés à leur poste et, sans recevoir d'ordres, ont poursuivi leur travail, sous le feu des canons et sous les obus russes. Ils avaient pourtant de nombreuses difficultés à affronter : les centrales électriques, les usines à gaz ne possédaient pas de stocks de charbon ; les mines ne fonctionnaient pas et il n'y avait pas de transports. Comme on ne peut produire ni gaz ni électricité sans charbon, les ouvriers de ces usines ont obtenu que les mines reprennent l'extraction dans la

mesure des besoins, les cheminots étant prêts à en assurer le transport. Si, du fait des combats, le charbon n'arrivait pas à temps, les ouvriers transportaient par camions les réserves des autres fabriques qui ne fonctionnaient pas.

La population était très disciplinée ; elle n'utilisait que le gaz et l'électricité qui lui étaient indispensables. Lorsque les ordres de restriction furent donnés, elle fit preuve d'une discipline encore accrue.

Les cheminots ont protesté contre l'agression russe par une grève générale rendant ainsi impossible tout transport de troupes russes. A l'exception du charbon nécessaire aux centrales électriques et aux usines à gaz, ils n'acceptaient de conduire que des trains chargés de vivres à destination de Budapest. De nombreux cheminots ont payé cette grève de leur vie. Ils furent exécutés pour avoir refusé de transporter les unités soviétiques.

Le transport urbain était paralysé. Tramsways et trolleybus ne pouvaient pas rouler puisque les tanks russes avaient détruit les rails et arraché les câbles électriques. Les conducteurs et les receveurs d'autobus se sont aussitôt offerts pour le transport des blessés. Porteurs de drapeaux de la Croix-Rouge, ils se précipitaient au cœur de la bataille pour relever les blessés et les emmener dans les centres de la Croix-Rouge et les hôpitaux. Un grand nombre d'entre eux ont trouvé la mort en accomplissant cette tâche.

Les chauffeurs de camions des entreprises de transport ont travaillé jour et nuit durant la Révolution, amenant de province des vivres, des détachements de révolutionnaires, des munitions, des médicaments. Il n'était pas nécessaire de leur assigner leur tâche. Tous étaient volontaires pour les trajets les plus périlleux.

Pendant les combats, le réseau téléphonique de la capitale a été gravement endommagé, ce qui n'a cependant pas empêché la liaison par téléphone des unités révolutionnaires de fonctionner. De nombreux volontaires parmi les ouvriers des télécommunications réparaient les lignes, même au plus fort de la lutte, et sous les balles.

Le ravitaillement de la population était très difficile. Les premiers jours, nous avons vécu très péniblement. Les habitants de Budapest, en général, ne s'approvisionnent pas à l'avance, et compte tenu des circonstances dans lesquelles nous vivions, il n'y avait rien ou presque. En premier lieu, c'est le pain qui a manqué. Le Hongrois mange autant de pain que le Français, et ce manque d'un aliment pour nous très substantiel s'est rapidement fait sentir. Pendant plusieurs jours il fut impossible de s'approvisionner en lait, en fruits et légumes. Les stocks des magasins d'alimentation étaient épuisés et des queues interminables se formaient, pas toujours très ordonnées. (Pendant une de ces distributions de pain, j'ai vu de mes propres yeux les blindés russes tirer sur la foule paisible ; plusieurs hommes et femmes furent tués.)

Le ravitaillement des révolutionnaires représentait une tâche particulièrement lourde, mais le peuple y participait avec une telle ardeur que tout compte fait, même dans les situations les plus critiques, les combattants ont pu manger à leur faim. Je peux citer à ce propos un détail intéressant : dans les premiers jours de la révolution, deux chauffeurs de camion chargés de transporter des denrées alimentaires dans un camp de vacances de l'A.V.O., apportèrent leur chargement aux révolutionnaires.

Il faut également mentionner que le 28 octobre, les défenseurs de la caserne Kilian ont ouvert les portes et partagé avec le peuple leurs stocks de vivres.

La tâche de ravitailler la capitale en lutte incombait aux provinces, et elles s'en sont acquittées. Dans un remarquable esprit de sacrifice les paysans ont aidé la capitale ; ils apportaient leurs produits par camions ou par chariots et les distribuaient gratuitement.

Le ravitaillement et les médicaments reçus de l'Occident allaient aux hôpitaux.

Pour l'objectivité de mon exposé, je dois déclarer que j'ai vu des colis de vivres por-

tant des inscriptions russes. Cependant, il serait trop naïf de croire à un don de l'Union soviétique. Il s'agissait là de biscottes fabriquées à Budapest et destinées à l'exportation vers l'Union soviétique.

Les travailleurs d'un laboratoire de produits pharmaceutiques ayant appris que les combattants manquaient d'un certain médicament, ont passé trois jours et trois nuits pour hâter sa fabrication.

Sauf dans les quelques usines que j'ai mentionnées, l'arrêt du travail était total. Dans les fabriques, une garde ouvrière était organisée qui assurait l'ordre et effectuait les travaux d'entretien indispensables. Dans certaines autres usines, telles les forges et les verreries, il fallait entretenir les foyers. C'est un fait caractéristique de la mentalité ouvrière hongroise que les travailleurs aient voulu à tout prix sauver leurs établissements ; dans les verreries, par exemple, ils veillaient à ce que la matière ne durcisse pas pendant l'arrêt du travail. Ce fait démontre combien les ouvriers étaient convaincus que les usines seraient désormais leur propre patrimoine.

Zoltan SZTARAY.

L'INTERNATIONALE DES TRANSPORTS ET LE BOYCOTT

Dans la revue mensuelle — en langue anglaise — de la Fédération Internationale des Travailleurs du Transport : « I.T.F. », un important article a paru (février 1957) sous la signature du secrétaire général Omer Bécu. Le titre lui-même est une manifestation : « Un appel au boycott ».

Nous donnons ci-dessous les principaux passages de cet article et résumons par ailleurs les pages où sont traités les problèmes déjà connus par les lecteurs de la « Révolution prolétarienne » :

« *Quand un pour cent du peuple hongrois fit appel aux Russes, ils envoyèrent dix divisions ; quand quatre-vingt-dix-neuf pour cent du peuple hongrois demandèrent de l'aide aux Occidentaux, ils envoyèrent... leur sympathie !* »

« Le petit commentaire amer cité ci-dessus était courant à Budapest lorsque la révolution hongroise était à son paroxysme et il est probable qu'il est encore en usage aujourd'hui. Car s'il se peut que le peuple hongrois comprenne mieux aujourd'hui pourquoi l'Ouest s'est montré incapable d'intervenir matériellement pour le soutenir, il est assuré que la plupart des Hongrois sentent qu'ils ont été abandonnés ».

Bécu rappelle quelles furent les diverses réunions que tinrent les délégués de l'I.T.F., de la C.I.S.L. et de l'organisation européenne de la C.I.S.L. au sujet du boycott. Finalement, à la seconde rencontre du Centre européen, huit centrales nationales prirent position : cinq contre le boycott, deux pour, et une sous conditions.

Les tentatives

« La conférence extraordinaire de l'I.T.F. (sections dockers et marins) se tint les 8 et 9 novembre. Elle réunit des délégués des fédérations syndicales de Belgique, du Danemark, d'Allemagne, d'Angleterre, de Hollande, de Norvège et de Suède. Des délégués des organisations de marins polonais et esthoniens en exil étaient également présents. Bien qu'il fut évident que le poids le plus lourd de tout boycott

dût être supporté par les dockers, et à un degré moindre par les marins, on convint qu'il était également nécessaire d'appeler les autres groupes de travailleurs des transports à soutenir le mouvement à un stade ultérieur. (De fait, une résolution soutenant la décision prise par les dockers et marins fut adoptée par la conférence des travailleurs des transports routiers qui se réunit à Stuttgart du 13 au 16 novembre). Pour cette raison il fut admis qu'il fallait inviter les membres du Comité exécutif à participer à la conférence et à prendre leurs responsabilités pour toute décision intéressant d'autres groupes et qui pouvait être adoptée. Bien que l'annonce fut nécessairement restreinte, la conférence se tint avec la participation des membres du Comité exécutif d'Autriche, de Belgique, du Danemark, de Hollande, de Suisse et d'Angleterre.

« La conférence accorda une extrême importance aux conséquences possibles d'une décision aussi grave qu'un appel au boycott international du trafic maritime russe, et la question fut discutée à fond en toute franchise. Une série de difficultés à la fois techniques et d'ordre légal furent examinées, de même que les problèmes posés à un certain nombre de fédérations et résultant de politiques particulières menées par les centrales nationales respectives, l'existence de fortes fractions communistes dans certains ports et le fait que le temps avait fait défaut pour qu'une consultation préalable ait lieu en certains cas.

« En fin de conférence, le 9 novembre, la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité :

« ...La conférence exprime son horreur et sa réprobation pour le massacre sans pitié des Hongrois aspirant à la liberté mené par les forces militaires de la Russie soviétique. Elle rappelle que le peuple hongrois essayait d'obtenir par des moyens pacifiques les droits humains élémentaires accordés dans les pays démocratiques : liberté individuelle de parole ; liberté de croyance religieuse ; liberté d'association syndicale et politique ; droit de grève ;

droit d'élire un gouvernement de son choix...

« ...Elle estime que le Mouvement Ouvrier International ne peut manquer de donner une forme pratique à son aide au peuple hongrois et à sa répu gnance pour ses oppresseurs. Elle appelle la C.I.S.L. à entreprendre le boycott international de toute marchandise et de tout service russe, et déclare que la section des dockers et la section des marins de l'I.T.F. sont prêtes à prendre leurs pleines responsabilités dans l'action, et appelle toutes les autres catégories de travailleurs du transport à remplir leur rôle respectif.

« ...Par une ironie du sort, la proposition de l'I.T.F. pour un boycott international syndical fut faite pour la même raison qui motiva la première grande action de cette nature, il y a trente-six ans, pour aider les travailleurs de Hongrie. ...Il n'y avait rien d'extraordinaire à ce que l'action entreprise contre la terreur blanche en 1920, se renouvelât pour lutter contre la terreur rouge en 1956. En agissant ainsi, l'I.T.F. ne faisait que suivre la même voie tracée par ses dirigeants en 1920 : soutenir partout les travailleurs opprimés et se dresser durement contre ceux qui les oppriment.

« Laissons les communistes qui ont fait un tel usage du nom de Horthy durant les derniers mois, se contorsionner pour tenter de convaincre leurs sympathisants que la terreur rouge était nécessaire pour protéger les ouvriers hongrois contre ce qu'ils essayent de présenter — dans un effort enfantin pour évoquer un passé bien mort — comme la terreur blanche. Nous, militants du mouvement syndical libre, qui nous sommes dressés contre Horthy comme nous nous dressons contre Khrouchtchev et Kadar, qui n'avons aucun souvenir honteux de collaboration avec des régimes de dictature, ne sommes pas intéressés par les mérites respectifs des divers types de fascisme, qu'il soit blanc, noir ou rouge... »

Les arguments pour et contre

« Le mouvement syndical pouvait-il, en fait, organiser et mener avec succès un boycott ? N'était-il pas plus naturel pour lui de garder les pieds sur la terre et la tête dans les nuages ? Voilà des questions légitimes qui exigent des réponses nettes...

(Bécu examine une première objection, basée sur l'échec du boycott des produits allemands lancé en 1943 par l'ancienne Internationale des Transports, après la prise du pouvoir par Hitler. Il rappelle que d'autres mouvements de boycott ont réussi, notamment pour soutenir la grève des mineurs anglais en 1926. D'autre part, pour en revenir au premier exemple, Hitler était déjà au pouvoir lorsque le mouvement fut déclenché et il était déjà trop tard pour modifier la situation).

« Nous ne partageons pas les vues pessimistes concernant les possibilités du mouvement international. Il a, somme toute, accompli un certain progrès et mis à profit quelques leçons depuis 1930. Ce n'est pas que le mouvement manque de forces, mais bien que quelques-uns d'entre-nous ont peur d'employer cette force, même pour les meilleures causes. Il est parfaitement vrai que nous devons essayer de garder les pieds sur terre, mais ce n'est pas pour cela que nous devons rester immobiles. On en arrive à se poser la question suivante : s'il n'est pas possible à notre mouvement d'agir pour aider les travailleurs qui luttent et meurent pour leur droit à une vie d'homme libre, que lui reste-t-il comme possibilité ?

« La seconde objection qui porte sur le fait que le boycott n'aurait pas bouleversé l'économie soviétique est spécieuse, pour ne pas dire plus. Nul ne prétendrait sérieusement qu'il soit possible de bouleverser l'économie de quelque pays que ce soit par ces seuls moyens, pas plus qu'on ne peut s'attendre, en dénonçant les produits d'un patron, à ce

que son affaire en meure. Mais il n'a jamais été dit que c'était là le but d'un boycott.

« ...Le boycott, en plus du fait qu'il aurait provoqué un réel dommage matériel — et il eût été considérable — constituait aussi une leçon pratique de solidarité ouvrière infligée à un régime qui a quelque prétention à vouloir représenter les travailleurs. Ses répercussions morales auraient peut-être dépassé en importance ses effets matériels. Il est en effet relativement facile aux communistes d'expliquer que tout ce qui se passe est dû aux gouvernements capitalistes. Il est moins aisé de convaincre l'homme de la rue, derrière le rideau de fer, que les travailleurs du monde libre participent au complot capitaliste. C'est là une découverte que les Russes ont déjà faite en Hongrie même. Ce ne serait pas une mauvaise idée que de la présenter à l'intérieur même de la Russie. Et de toutes façons, ce ne pouvait être une mauvaise chose que de prouver aux ouvriers hongrois qu'ils n'étaient pas seuls dans leur lutte.

« Un autre argument, basé sur le raisonnement que l'action syndicale ne doit pas être employée pour des buts politiques, est valable jusqu'à un certain point. En démocratie, aucun groupe particulier, aussi puissant soit-il, n'a le droit de se substituer à l'appareil gouvernemental lui-même. Mais cet argument peut-il vraiment s'appliquer à la situation hongroise ? Il s'agissait d'une nation en sa totalité, conduite par sa classe ouvrière, en révolte contre un système politique qui avait été carrément rejeté et qui avait privé les citoyens des droits humains les plus élémentaires, y compris celui de s'associer librement et d'élire un gouvernement de son choix. Une nation qui, plus est, employait la seule arme qui lui demeurait, la grève générale, une arme qui est propre à notre mouvement.

« Nous comprenons tous pourquoi il n'était pas possible aux gouvernements du monde libre de fournir une aide matérielle au peuple hongrois. La peur d'une troisième guerre mondiale était réelle. Mais devons-nous, nous, mouvement syndical, échapper à notre propre responsabilité envers le peuple hongrois, pour le fait qu'il s'agissait d'un problème purement politique ? Dans le passé, notre mouvement a montré qu'il s'appuyait sur d'autres critères et qu'il n'a pas craint d'intervenir dans semblables situations, lorsqu'il l'a jugé nécessaire. Quel mal y avait-il à soutenir la lutte clandestine contre Hitler et Mussolini, la lutte des travailleurs espagnols contre Franco, ou celle des travailleurs argentins contre Peron ? Plus encore, était-ce une faute que de soutenir les syndicalistes hongrois alors qu'ils se débattaient en des circonstances identiques en 1920 ?

« ...L'objection concernant le refus des travailleurs hongrois d'être aidés par une action syndicale internationale ne peut être examinée que par les Hongrois eux-mêmes. Ils étaient, de toute évidence, d'un autre avis. Pendant la première semaine qui suivit l'attaque russe, par exemple, des affiches apparurent dans les rues de Budapest, appelant les dockers et les marins du monde à se refuser à manipuler des marchandises destinées à la Russie. De même, pendant la grève générale de 48 heures déclenchée par les Conseils ouvriers au début de décembre, un nouvel appel fut lancé aux syndiqués du monde pour qu'ils fassent grève en signe de sympathie. Les travailleurs de la Hongrie luttèrent pour leur liberté et croyaient que le mouvement syndical mondial voulait et pouvait les aider. Nous ne doutons pas de la reconnaissance des Hongrois pour l'aide financière qui leur fut apportée, mais ils se rendaient compte, et nous en sommes convaincus au fond nous-mêmes, que ces seuls secours ne pouvaient les aider à conquérir la liberté pour laquelle ils se battaient et pour laquelle ils étaient prêts à mourir.

« Les événements ont également fait litière de

l'argument qui consistait à soulever toutes les difficultés que présentait un boycott là où les communistes possèdent une certaine force. L'action spontanée contre les navires russes est, en fait, partie de plusieurs ports où il y avait un secteur important de communistes et de sympathisants. Il semble qu'eux aussi aient eu quelques difficultés à digérer l'action russe en Hongrie. Là où des dockers communistes tentèrent de charger un navire russe, comme ce fut le cas pour le « Viatcheslaw Molotov », à Copenhague, il y eut immédiatement une phase de remords lorsqu'ils s'aperçurent qu'ils avaient perdu tout contact avec leurs camarades de travail... »

Bécu analyse enfin l'argument suivant lequel en certains pays, les contrats de travail en vigueur pouvaient permettre aux patrons de déclencher une action légale en dommages et intérêts contre les syndicats de dockers, en cas où les marchandises ne seraient pas manipulées. Il remarque que ce ne serait pas la première fois que des groupes capitalistes aideraient les communistes pour des raisons financières. Mais la règle n'est pas générale et, par exemple, certains armateurs ou courtiers maritimes hollandais se refusèrent à suivre cette marche légale. Enfin, Bécu rappelle que, en 1923 déjà, Edo Fimmen avait posé le problème de fond : trop de centrales syndicales nationales refusent de prendre position sur la participation à une action internationale pour de multiples raisons (contrats avec les employeurs, accords avec les gouvernements, liai-

sons avec les partis politiques, etc.) ou, s'il s'agit de fédérations professionnelles, de décisions confédérales.

Bécu constate :

« Il est évident qu'à mesure que le mouvement syndical accroît son influence dans les affaires nationales, certaines obligations envers d'autres groupes doivent être assumées. Mais il demeure que la question se pose sérieusement de savoir si ces obligations doivent empêcher les organisations syndicales d'aider leurs camarades de travail dans les pays où le besoin s'en manifeste... Nous connaissons pour la plupart la nécessité d'une discipline syndicale sur le plan national, mais nous ne nous rendons pas toujours compte que cette discipline est tout aussi importante sur le plan international si nous voulons que notre mouvement agisse effectivement dans les deux domaines. De la même façon que le centre national doit pouvoir être en mesure de compter sur la coopération de ses syndicats constituants, le mouvement syndical international doit pouvoir tabler sur la coopération de ses affiliés quand le besoin s'en fait sentir. C'est seulement ainsi que peut être garantie la possibilité d'une action internationale réelle.

« Ainsi, il est profondément regrettable que l'action proposée par les dockers et les marins de l'I.T.F. pour aider les travailleurs de Hongrie ait été traitée de façon si cavalière par certains de nos amis du mouvement syndical international. »

Lettre d'Argentine

DIRIGISME MILITAIRE ET LIBERTÉ D'ENTREPRISE

Les événements politiques et sociaux de ces derniers mois ont contribué à augmenter considérablement le mécontentement populaire, jusqu'à créer un climat favorable à toute manœuvre démagogique. Autrement dit, la formule de « récupération démocratique » si souvent invoquée demeure encore placée sous le signe interrogatif et la situation s'est aggravée à tous les points de vue.

La question déterminante, ainsi que nous l'avions signalé dans de précédentes chroniques, est d'ordre économique-social. La tendance qui prédomine au sein du gouvernement veut faire retomber sur les travailleurs le poids de l'effort nécessaire pour sortir le pays du marasme économique dans lequel il se trouve. Les partisans de « la libre entreprise » et de la liberté du commerce semblent avoir gagné la partie, et avoir convaincu le groupe de techniciens et conseillers économiques qui collaborent aux côtés des militaires au pouvoir. Le résultat le plus clair de cette politique est la promulgation d'une série de mesures gouvernementales qui ont permis aux commerçants et aux industriels d'augmenter les prix, alors que le consommateur se trouve dépourvu de tout moyen de défense et que les travailleurs voient leurs salaires bloqués par décret.

Nous avons connu le « plan Prebisch », qui se proposait d'assainir l'économie nationale par l'intensification de la production agricole, l'augmentation des exportations, une plus grande productivité générale et le maintien des salaires au niveau de la productivité. Il s'agissait alors de conditionner les augmentations des salaires par un rendement accru du travail ouvrier, sans tenir compte des améliorations de l'outillage industriel ou de l'orga-

nisation rationnelle du travail. Nous avons aujourd'hui quelque chose de pire : « le plan Verrier ». Verrier est le nom du nouveau ministre des Finances, qui peut être considéré comme l'inspirateur de la politique économique du gouvernement. Son plan n'est pas connu de façon détaillée — il constitue une sorte de secret d'Etat — mais ce que l'on en sait est suffisant pour se faire une opinion. Le plan prévoit non seulement une libération totale des prix, qui ne peut bénéficier qu'aux capitalistes, mais encore une réduction systématique du niveau de vie des classes laborieuses, l'objectif étant de les contraindre à l'épargne, de façon à ce que d'une part augmente le volume de marchandises disponibles pour l'exportation — la viande, par exemple — et que, d'autre part, l'importation des marchandises considérées comme superflues, diminue. La formule serait d'augmenter la production et de réduire la consommation pour **capitaliser** le pays. Pour justifier cette méthode, Verrier a déclaré que le pays était malade économiquement et qu'il était nécessaire de lui administrer des remèdes qui pouvaient être impopulaires. Il arrive que le malade se refuse à prendre le médicament, déclara-t-il aux journalistes. En se présentant comme un médecin autorisé à faire avaler une potion désagréable à la population, le ministre ne semble pas se rendre compte qu'il adopte ainsi une attitude propre aux dictateurs et que dans ce cas le remède peut présenter des dangers plus graves que la maladie elle-même (1).

(1) Depuis la rédaction de cet article, Verrier a démissionné, l'opposition à sa politique d'austérité s'étant révélée insurmontable.

Par ailleurs, il ne s'agit pas de phrases réthoriques mais de réalités angoissantes pour les travailleurs. En effet, au moment où, en fin janvier dernier, cinq ministres furent remplacés militairement, du jour au lendemain, un décret fut immédiatement publié, qui prolongeait les accords de travail jusqu'à juillet 1958. La plupart de ces accords, nés en réalité de décisions des tribunaux d'arbitrage, venaient à expiration en juillet 1957. En d'autres termes, le décret « congelait » les salaires pour un an, au mépris de l'opinion et des intérêts des travailleurs. En même temps, les prix maximums de presque tous les produits étaient supprimés, entraînant une hausse immédiate qui annule et dépasse les augmentations de salaires obtenues au cours des derniers mois, après de laborieuses négociations. Il faut ajouter que ce même décret décidait que le paiement des augmentations de salaires avec effet rétroactif, à compter de mars 1956, se ferait par douzièmes mensuels ou par vingt-quatrièmes bimensuels, ce qui favorisait évidemment les employeurs au détriment des salariés, puisque ces arrérages correspondaient à des salaires non payés. Ainsi, le « libéralisme » économique ne fonctionne qu'en une seule direction, au profit des entreprises, des industriels, des possesseurs de capitaux. En ce qui concerne les ouvriers, c'est le dirigisme qui est de rigueur, et à cet effet sont utilisés tous les ressorts « justicialistes » de pression et d'interdiction. Les savants économistes qui inspirent cette procédure prétendent ainsi assurer la liberté du commerce, supprimer les contrôles d'Etat et « stabiliser » les salaires, et ce faisant déclencher d'une part la concurrence et stimuler d'autre part l'industrie, provoquer des inversions accrues, conduisant à l'augmentation de la production et à la baisse des prix. La vérité est que les prix des produits de première nécessité s'élèvent de jour en jour, que les vertus de la concurrence ne se distinguent nulle part, et que le mécontentement populaire est toujours plus grand.

**

Existe-t-il réellement, dans les cercles dirigeants, une volonté délibérée de réduire le niveau de vie du peuple dans le but de « sauver l'économie du pays », c'est-à-dire les intérêts de la bourgeoisie industrielle et terrienne ? Ou bien agissent-ils par simple respect des principes vieillis du libéralisme économique qu'ils identifient avec ceux de la liberté en général ? Il s'agit là du problème des bonnes ou des mauvaises intentions que nous ne pouvons résoudre. Ce qui nous intéresse, c'est la réalité objective, les faits concrets. Et les faits correspondent à une politique objectivement réactionnaire, anti-ouvrière et pro-capitaliste. Quelles que puissent être les intentions démocratiques des gouvernants actuels, il apparaît que leur action renforce les privilèges des classes dirigeantes et sacrifie les masses populaires.

Les conséquences de semblable politique sont désastreuses, non seulement pour le niveau de vie de la classe ouvrière, mais aussi pour la stabilisation d'une démocratie réelle. Car l'identification de la façade démocratique et de la mainmise capitaliste ou de la liberté d'exploitation ne peut conduire à la rééducation des masses ouvrières intoxiquées par la démagogie totalitaire. L'égoïsme mesquin des classes privilégiées, allié à la myopie politique et sociale des prétendus sauveteurs de la démocratie, qu'ils soient civils ou militaires, fait le jeu une fois de plus des totalitaires de toutes couleurs. Sans doute, communistes, fascistes ou néo-péronistes ne sont en mesure de résoudre les difficultés, mais ils sont aptes à les exploiter efficacement, en se réservant de les escaмотer dès qu'ils seront au pouvoir. La démocratie

classique, celle de la libre entreprise capitaliste, est ici impuissante.

Plus grave encore, le « libéralisme » ne fonctionnant qu'à sens unique, sous la protection de l'intervention d'Etat, empêche les travailleurs de s'organiser à leur guise et leur interdit de rétablir l'équilibre prix-salaires par l'action syndicale.

En effet, seul un mouvement ouvrier solidement organisé, libéré des tutelles et empreint d'une forte solidarité de classe, pourrait représenter une garantie contre la régression totalitaire et assurer aux travailleurs un niveau de vie acceptable, en freinant les appétits capitalistes. Le fait que semblable mouvement n'existe pas en la période actuelle, pour les raisons qui nous sont connues, rend l'avenir de la liberté et de la démocratie incertain en Argentine.

**

Le panorama politique, reflet de la situation économique et sociale, est confus. Le gouvernement a promis à plusieurs reprises d'organiser les élections, en premier lieu pour désigner l'Assemblée constituante, qui réformerait la Constitution promulguée en 1853, et ensuite pour nommer les autorités législatives et exécutives dans tout le pays, de façon à ce que la passation des pouvoirs puisse avoir lieu fin 1958. Bien que personne ne puisse affirmer de façon sûre que ce programme sera suivi, l'agitation électorale bat déjà son plein, et la lutte pour le pouvoir se manifeste quotidiennement, suivant les pires traditions locales. Une des fractions de l'Union Civique Radicale a désigné comme candidat à la présidence le docteur Arturo Frondizi, qui fut un des dirigeants de l'opposition sous Peron mais qui, anxieux de se gagner les couches électorales ayant la nostalgie de l'ex-dictateur, ou plus généralement de conquérir les secteurs populaires mécontents, emploie les méthodes et mots d'ordre démagogiques qui assurèrent en 1945 le triomphe du « caudillo ». La différence entre les deux époques se trouve dans le fait qu'alors Peron contrôlait les organes du pouvoir, et que Frondizi est dans une semi-opposition. Mais le gouvernement perdant son prestige chaque jour davantage, le « frondizisme » — agglomérat de radicaux, de péronistes, de nationalistes et de communistes — voit la route s'ouvrir devant lui, et met à profit, sans grand effort, le mécontentement populaire. Les thèmes préférés de sa propagande sont l'industrialisation, l'anti-imperialisme, l'autarcie économique du pays, l'ampnisme politique, la centrale ouvrière **unique**, etc. On sait que Frondizi compte sur l'appui de puissants groupes industriels, ce qui ne l'empêche nullement de se présenter en même temps comme le protecteur des travailleurs. Il s'agit somme toute d'une variante plus discrète et plus intellectuelle de la démagogie que nous connaissons et dont le succès est en relation directe avec les faux pas du gouvernement.

Face à ce groupe, une alliance d'autres fractions du même parti radical s'est formée, qui prétend représenter le parti authentique, et, sans se distinguer beaucoup quant au contenu de son programme, attache une plus grande importance à la démocratie et à l'antitotalitarisme. Le fait que de nombreux chefs de file de ce secteur occupent des fonctions officielles et que le gouvernement les appuie de manière quasi ouverte ne leur est pas d'un grand bénéfice, au contraire. En réalité, la lutte politique se résume peu à peu en une lutte pour ou contre un candidat déterminé, et ceci nous laisse prévoir le retour à des situations peu reluisantes.

D'autres partis sont en lice ; ils ne peuvent prétendre viser le pouvoir exécutif, mais si le vote proportionnel est admis, ils pourront jouer un rôle d'une certaine importance dans les combinai-

sons parlementaires. Parmi eux, signalons le parti socialiste, qui mène une politique d'appui critique à la « révolution libératoire », et dont l'unique place forte se trouve dans la capitale ; les démocrates progressistes, lesquels sont forts dans la province de Santa-Fé ; les démocrates chrétiens, dont c'est la première apparition sur la scène politique argentine ; et enfin les deux fractions de conservateurs représentant de la classique oligarchie indigène. Quant aux communistes, leurs perspectives électorales sont nulles, et il n'y a que les mesures discriminatoires dirigées contre eux qui les mettent en vedette. Le « danger » communiste est une des nombreuses fictions qu'utilisent les éléments réactionnaires et le gouvernement pour justifier leurs limitations aux libertés publiques.

Par contre, le danger d'une réaction du type nationaliste ou fasciste, plus ou moins camouflée, est réel. Nombreux sont les chefs des forces armées, et parmi eux divers officiers impliqués dans les récentes conspirations, qui se rattachent à ces tendances. L'Eglise, peu satisfaite des privilèges qui lui ont été rendus après une persécution péroniste d'un an et demi, appuie ces éléments. En ce qui concerne les activités déployées par les agents péronistes et dirigées de l'extérieur, il est exact que divers incidents et attentats doivent leur être attribués. Mais il est absolument faux que les grèves ouvrières déclenchées au cours de ces derniers mois aient été provoquées par ces éléments. Tout au plus ont-ils pu exploiter certaines situations nées des conflits du travail.

Il faut enfin signaler, qu'au-dessus de toutes les solutions politiques qui paraissent possibles dans les circonstances actuelles, plane la menace des forces armées. C'est une conviction quasi générale que n'importe quel gouvernement qui se constituera à la suite d'une consultation électorale, devra compter avec l'appui ou l'approbation des groupes dirigeants de l'armée, de la marine, de l'aviation. Le résultat le plus clair d'un quart de siècle de « révolutions », coups d'Etat et dictatures, c'est l'énorme accroissement de la puissance militaire. Plus de 30 % du budget va aux forces armées, dans un pays qui n'a pas de problèmes internationaux et qui souffre d'un terrible retard en matière de transport, d'énergie électrique et d'outillage en général. Tel est le prix de l'intervention militaire dans la vie publique.

**

Sur le plan des syndicats, la « récupération » est lente, et nous sommes loin encore d'une authentique libération du mouvement ouvrier. Bien que des élections aient eu lieu dans de nombreux syndicats, les organes dirigeants des industries continuent à être contrôlés par le gouvernement, et tout indique que celui-ci tentera de maintenir son « intervention » tant qu'il sera au pouvoir. Il est indiscutable, d'autre part, que sa politique réactionnaire et ses interventions en faveur des patrons, ont favorisé pour certaines élections syndicales les groupes totalitaires, péronistes et communistes, alors que dans d'autres les secteurs démocratiques et syndicalistes ont triomphé. L'œuvre que ces derniers doivent accomplir est énorme, car il s'agit de réduire une masse considérable qui ne possède que des notions rudimentaires de la vie syndicale et qui est habituée aux tristes pratiques du dirigisme bureaucratique.

La plupart des conflits ouvriers ont été « réglés », de façon plus ou moins arbitraire, par décision des tribunaux d'arbitrage, par déclaration de l'illégalité des grèves, ou par des mesures plus draconiennes encore. Ainsi, les cheminots, voulant protester contre la lenteur des négociations en vue d'un nouveau contrat de travail, avaient commencé à pratiquer le travail au ralenti et « au

règlement », et provoqué la désorganisation des services, ont été mobilisés et placés de ce fait sous juridiction militaire. De nombreux ouvriers furent arrêtés, et bien qu'après un peu plus d'un mois la mobilisation devint sans effet, et que les pourparlers pour le contrat se précipitèrent, les détenus furent maintenus sous les verrous. De ce fait, la délégation ouvrière de la commission paritaire se refuse à signer l'accord.

Le conflit des ouvriers des constructions navales continue, six mois après son déclenchement, en raison de l'intransigeance forcée de l'Etat-patron. Les camarades Domingo Trama, secrétaire de la Fédération ouvrière des constructions navales, et Osvaldo Damonte, sont encore emprisonnés, en dépit des multiples demandes de libération formulées par tous les secteurs d'opinion du pays et de l'étranger. Quelle que soit la solution finale de ce conflit, il est certain que la magnifique attitude de combat de cette corporation demeurera une leçon de courage et de dignité pour le prolétariat argentin.

9 mars 1957.

J. PRINCE.

VIVE LE GUEPEOU !

Le socialiste Provo, rapporteur de la commission parlementaire envoyée à Oran pour enquêter sur les tortures subies par les suspects arrêtés, écrit dans son rapport :

« Réclamer la protection du juge et de l'avocat, écarter la procédure exceptionnelle, en revenir (sic) aux règles traditionnelles aboutirait en fait à rendre invulnérable l'action clandestine. »

Autrement dit : le Guépéou, la Gestapo avaient raison. Toutes les règles établies depuis la Révolution française pour protéger les présumés coupables, toutes ces règles « traditionnelles » doivent être abandonnées. Celui qui est suspecté d'un délit ou d'un crime doit être livré pieds et poings liés à l'arbitraire de la police ou de l'armée, du moment qu'il s'agit d'un délit ou d'un crime politique.

C'était très exactement là, en effet, ce qu'affirmaient et Staline et Hitler, et ce qu'ils ont pratiqué durant des décennies à la grande horreur de tous les honnêtes gens, voire même des socialistes.

Et c'est ce que légitime aujourd'hui, pour la première fois dans l'histoire parlementaire française, un député, un député socialiste, agissant officiellement en tant que député et donc engageant par cela même tout son parti.

Jaurès avait lutté des années parce que, contre un officier suspect d'une action « clandestine » (la livraison d'un secret militaire), on avait fait une entorse — combien vénielle en comparaison de celles d'aujourd'hui — aux lois qui protègent les accusés : la communication au tribunal d'une pièce qui ne figurait pas au dossier présenté à l'avocat. Aujourd'hui, le parti qui ose encore se réclamer de celui dont la gloire naquit de sa défense du Droit et de la Justice, approuve lorsqu'on les foule aux pieds.

Si le parti qui se dit encore « socialiste » ne désavoue pas publiquement et totalement, sans réticences, une doctrine aussi infamante, il n'a plus qu'à faire ses excuses aux mânes de Staline, de Mussolini et de Hitler ; il devient officiellement le parti du Guépéou, de l'Ovra et de la Gestapo, et cela au moment où il n'y a plus de Gestapo ni d'Ovra, et que le Guépéou d'ancien type est lui-même en voie de disparition.

Le Guépéou des dictateurs est mort ! Vive le nouveau Guépéou, le Guépéou de la démocratie socialiste française !

R. L.

Notes d'Economie et de Politique

HAUSSE DES SALAIRES = DIMINUTION DES BENEFICES

On sait tout ce que représente en Amérique la société Du Pont de Nemours. Elle est le type même de la grande entreprise moderne, et même, probablement, la plus grande entreprise industrielle des Etats-Unis.

Non seulement, en effet, elle couvre toute l'industrie chimique, aussi bien les vieilles industries de la soude et des engrais que celle, plus récente, des matières colorantes, et que la dernière venue, non la moindre, celle des matières plastiques, mais, par cela même, elle est le premier fabricant de textiles, tous les textiles artificiels, depuis l'antique rayonne jusqu'au moderne nylon étant de son ressort.

Plus encore, la Du Pont de Nemours a employé ses capitaux en dehors de sa branche industrielle en prenant un intérêt prépondérant dans la *General Motors*, dont elle s'est assuré le contrôle.

Elle est donc, à la fois, le premier fabricant de produits chimiques du monde, le premier fabricant de matières textiles du monde et le premier fabricant d'autos du monde. C'est le grand géant de l'industrie moderne.

Or, ce géant annonçait le mois dernier qu'il ne distribuerait pour ses actions ordinaires qu'un dividende de 8 dollars 20, au lieu de 9 dollars 26 l'an dernier, bien que son volume d'affaires n'ait point diminué, mais parce que les salaires de ses ouvriers avaient dû être augmentés et qu'il lui avait été impossible « par suite de la concurrence » d'élever ses prix dans une mesure correspondante.

On voit par ce cas typique combien il est exact de prétendre que sous notre régime moderne d'entreprises géantes, de « trusts », les industriels sont maîtres de fixer les prix comme ils le veulent et de compenser ainsi, par une simple décision de leur part, les hausses de salaires qu'ils doivent consentir.

Tout comme naguère, tout comme dans une société de petites et de moyennes entreprises, les prix des produits sont contraints de rester plus ou moins au niveau de la valeur du produit, sans être influencés par le montant des salaires payés (1). L'analyse que faisait Marx, il y a un siècle, devant les délégués des trade-unions britanniques, reste donc aussi vraie aujourd'hui qu'hier, dans un temps où certaines entreprises comprennent des centaines de milliers de salariés, tout comme au temps où les plus gros patrons n'en avaient que quelques centaines.

Et si la hausse des salaires continue à ne point faire monter les prix, c'est parce qu'elle continue, comme par le passé, à faire baisser les profits. Les salaires des ouvriers de la Du Pont de Ne-

mours ont été accrus (2), mais les actionnaires de la Du Pont vont toucher 11 % de moins.

Il est cependant un point sur lequel les situations de 1850 et d'aujourd'hui diffèrent légèrement.

Nous avons dit, dans la causerie que la « R. P. » de novembre dernier a reproduite, que la hausse des salaires ne se répercutait pas sur les prix parce que, si, du fait de cette hausse, le pouvoir d'achat des ouvriers se trouve accru, celui des bourgeois s'en trouve diminué de la même quantité et que, par conséquent, la demande totale de marchandises reste la même, ce qui empêche la hausse de leurs prix.

Or, à ce raisonnement une objection vient tout de suite à l'esprit, que Marx n'avait pas manqué d'indiquer et que Guilloché a rappelé dans son article de décembre : « Indépendance des salaires et des prix ? » C'est celle-ci : la demande accrue des ouvriers ne se trouve compensée par la diminution des demandes des bourgeois que si la demande des uns et des autres s'applique aux mêmes produits ; sinon, les prix des produits consommés par les ouvriers monteront tandis que les prix de ceux consommés par les bourgeois baisseront. Il y aurait bien alors compensation dans l'ensemble, mais cela se traduirait néanmoins par une hausse du coût de la vie pour le travailleur.

Ce raisonnement est exact, mais Marx remarquait déjà avec raison que ce ne pouvait être là qu'un phénomène passager, car, alléchés par les hauts prix et les gros bénéfices qui en résultent, dans la fabrication des produits destinés aux ouvriers, les fabricants de produits pour bourgeois, déjà touchés par la baisse des prix dans leur secteur, s'empresseraient de changer de fabrications, ils se mettraient à produire des marchandises destinées à la consommation ouvrière, ce qui ferait que la croissance dans l'offre de ces produits balancerait bientôt (1), la croissance dans leur demande, ce qui ramènerait les produits de consommation ouvrière à leurs prix précédents.

Or, aujourd'hui, même cette hausse momentanée des produits de consommation ouvrière n'a point de raison d'être parce que, tout simplement, il n'y a pratiquement plus de produits pour ouvriers et de produits pour bourgeois.

Il y a cent ans, les deux modes de vie, celui du prolétaire et celui du bourgeois, étaient très différents, tandis que maintenant il n'en est plus de même. En 1850, l'ouvrier se nourrissait essentiellement de gros pain, de pommes de terre et des bas morceaux de viande ; aujourd'hui, il consomme de tous les légumes, y compris des primeurs et des conserves, et il mange le même bifteck et la même « flûte » de pain que son patron ; en 1850, il s'habillait d'une blouse, même le dimanche, et se chaussait souvent de sabots, alors qu'en 1950, il porte des complets de qualité pres-

(1) Il va sans dire qu'il n'en est pas de même dans des économies totalement réglementées comme celle de la Russie, ou pour des monopoles complets, comme celui des tabacs en France.

(2) Nous aurons à revenir sur l'accroissement des salaires survenu en Amérique l'an dernier, particulièrement au cours du second semestre, car c'est là sans doute qu'il faut rechercher la raison pour laquelle une crise cyclique ne s'est pas encore déclenchée et même peut-être ne se déclenche pas, malgré tous les signes avant-coureurs qui l'annonçaient.

(1) Ce transfert des producteurs des secteurs où le bénéfice est faible dans ceux où il est élevé s'opère beaucoup plus vite qu'on ne serait tenté de le croire. Il n'y a, pour s'en rendre compte, qu'à voir, lorsqu'un produit nouveau et à succès apparaît, et rapporté donc de gros bénéfices, avec quelle rapidité le marché en est encombré, tout le monde se mettant à en fabriquer.

que équivalente à celle des complets du bourgeois, et il marche sur des semelles de cuir ou de crêpe, tout comme le bourgeois.

D'ailleurs, ses besoins essentiels, « primaires », sont généralement satisfaits avant toute augmentation de salaires, si bien que ce qu'il perçoit en plus, du fait de celle-ci, lui sert surtout à acheter des produits de « luxe », tels qu'appareils de radio, voire de télévision, motos, voire des Renault ou des Simca, etc., tous produits qui sont plus encore de consommation bourgeoise que de consommation ouvrière.

Si donc, il y a un siècle, il était déjà vrai que la hausse des salaires ne se traduit pas, en définitive, par une hausse du coût de la vie pour l'ouvrier, cela est vrai, aussi, aujourd'hui, dans l'immédiat.

C'est pour ces raisons que Du Pont de Nemours a vu ses bénéfices diminuer du fait de la hausse des salaires, diminution qui ne fait que confirmer les multiples chiffres de tous ordres que nous avons donnés précédemment sur ce sujet. Et c'est ce qui fait que les syndicats ont mille fois raison de porter leur effort sur l'augmentation des salaires. Ce n'est pas un effort vain malgré tout ce que disent les pseudo-« économistes » de la bourgeoisie sur le « cercle infernal des salaires et des prix » ; la hausse des salaires horaires est le seul moyen dont dispose le travailleur — dans une société capitaliste — pour augmenter son bien-être, au détriment de la richesse du bourgeois.

S'il n'en était pas ainsi, si toute augmentation de salaire se trouvait nécessairement annulée par un accroissement correspondant des prix, comment expliquerait-on, d'ailleurs, que depuis 150 ans, la classe ouvrière de toutes les professions et de tous les pays, lutte inlassablement pour de telles augmentations ? Et comment expliquerait-on que la gent patronale préfère fermer ses usines durant des semaines ou des mois plutôt que d'accorder de bon gré les augmentations de salaires qui lui sont réclamées ? Les hommes sont fous, mais pas à ce point — surtout quand leur intérêt direct est en jeu.

LA DEVALUATION DU FRANC EST CHOSE FAITE, MAIS ELLE EST INSIDIEUSE

On sait ce que sont la « dépréciation monétaire » et la « dévaluation ».

La « dépréciation monétaire » consiste dans la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie sur le marché intérieur, autrement dit : la hausse généralisée des prix. En France, elle a débuté en 1914 lorsque l'Etat français décida, dès le début de la guerre, que les billets de banque ne seraient plus échangés par la Banque de France contre leur équivalent en or et que l'Etat se mit à tirer en masse de nouveaux billets pour payer ses dépenses de guerre. Jusque là, depuis la Révolution française (germinal an III), il n'y avait eu que des hausses et des baisses des prix alternées, de faible envergure, dues aux hausses et aux baisses de valeur du métal or, dues elles-mêmes à l'épuisement ou à la découverte de certains gisements aurifères. Depuis 1914, c'est-à-dire depuis qu'il ne s'agit plus de dépréciation de l'or, mais de dépréciation du billet de banque, les hausses de prix sont d'un tout autre ordre de grandeur ; ne dépendant plus que de la quantité de billets que l'Etat met en circulation pour pouvoir effectuer ses paiements, elles sont illimitées.

La « dévaluation », elle, est plus récente ; elle date, non du début de la première guerre mondiale, mais du début de la seconde. Jusqu'en

1939, en effet, les « changes » étaient libres. C'est-à-dire que n'importe qui pouvait échanger les francs qu'il possédait contre des monnaies étrangères et vice-versa, le nombre de francs versés pour l'acquisition de telle ou telle monnaie étrangère étant fixé librement par accord entre les deux échangeurs.

En 1939, avec bien d'autres libertés, cette liberté disparut : les « changes » devinrent un monopole d'Etat. Seul l'Etat eut désormais le droit de changer la monnaie nationale contre une monnaie étrangère, et inversement. Si vous aviez besoin de livres sterling ou de dollars, vous n'aviez plus le droit de vous adresser directement à un détenteur de livres ou de dollars, il vous fallait obligatoirement donner vos francs à l'Etat français qui vous remettait en échange des livres ou des dollars dans une proportion déterminée que l'Etat fixait souverainement et qui est ce qu'on appelle le « cours officiel des changes ».

Eh bien ! la « dévaluation » consiste tout simplement dans une modification de ce cours officiel des changes. Si jusque là, l'Etat vous donnait, par exemple, une livre sterling pour 800 francs, et qu'il décide de ne plus vous remettre une livre que contre 1.000 francs, il « dévalue » le franc. (Dans le cas où la modification du cours du change serait en sens contraire, si l'Etat décidait, par exemple, de vous donner une livre pour 800 francs, alors qu'il ne vous la donnait jusque là que pour 1.000 francs, il y aurait « reévaluation » du franc, mais cela ne s'est encore jamais produit).

Il en résulte que tandis que la « dépréciation » est un phénomène progressif et qui n'exige point une décision de l'Etat — ce qui la fit baptiser d'« insidieuse » au lendemain de la guerre de 14 — la « dévaluation », elle, est, au contraire, un fait brusque, se produisant à un moment bien déterminé, en vertu d'un décret ou d'une loi. Elle frappe donc les esprits bien davantage, elle est plus « spectaculaire ». Tout comme la dépréciation, dont elle n'est qu'une conséquence (1), c'est une faillite, mais une faillite avouée, une faillite qui n'est plus « insidieuse ». D'où la terreur qu'éprouvent tous les gouvernements à l'idée de « dévaluer » ; une faillite qui ne se voit pas, passe encore ! mais une faillite que l'on est obligé d'avouer, de proclamer crûment à la face et de ses concitoyens et du monde, quelle perte de prestige !

C'est pourquoi il revenait au gouvernement actuel, dont la seule préoccupation, dans tous les domaines, est de *cachez la vérité*, d'imaginer une dévaluation « insidieuse » ; une dévaluation qui ne se voit pas, ou, tout au moins, qui ne s'avoue pas, une dévaluation masquée.

C'est aujourd'hui chose faite. Ramadier a achevé aux trois quarts la dévaluation insidieuse du franc.

Voici la manière dont il s'y est pris :

Le cours d'un change, son cours vrai, c'est la quantité de monnaie étrangère que vous pouvez obtenir pour une quantité donnée de votre monnaie ; le cours de la livre sterling sera de 1.000 francs si l'on vous remet une livre sterling lors-

(1) C'en est la conséquence, car lorsque du fait de la hausse des prix en France, l'Anglais, par exemple, ne peut plus y acheter avec 1.000 francs qu'une quantité de marchandises par trop inférieure à celle qu'il peut se procurer en Angleterre avec une livre, il n'acceptera plus de donner une livre pour 1.000 francs et l'Etat français se trouvera ainsi dans l'impossibilité de se procurer les livres que les Français auront à lui demander pour payer leurs achats en Angleterre.

que vous versez 1.000 francs. Or, aujourd'hui, en vertu de deux récentes décisions de Ramadier, et bien que le « cours officiel » de la livre demeure fixe à 1.000 francs (1), vous ne pouvez, en fait, avoir une livre sterling lorsque vous donnez 1.000 francs à l'Etat ; il vous faut lui verser davantage, mais ce supplément a été baptisé « impôt » !

Il y a, en effet, deux occasions principales où vous avez besoin de monnaies étrangères : l'une, c'est lorsque vous vous rendez à l'étranger et que vous avez besoin de la monnaie du pays pour y acquitter vos dépenses ; l'autre, c'est lorsque vous importez en France des marchandises que vous avez achetées à l'étranger et qu'il vous faut les payer à votre vendeur dans la monnaie de son pays.

Or voici déjà quelque temps que Ramadier a établi un « impôt » sur la remise de monnaies étrangères à ceux qui vont à l'étranger, et, tout récemment, il vient d'instituer une « taxe » de 15 % sur les monnaies étrangères qui seront mises à la disposition des importateurs pour payer les marchandises qu'ils importeront. Les uns et les autres auront donc à verser plus de 1.000 francs pour avoir une livre sterling. Les importateurs (2) auront à verser 1.150 francs, ce qui fixe pour eux le cours vrai de la livre sterling à 1.150 francs, soit donc, pour ces francs-là, une dévaluation de 15 %.

Seuls seront exemptés de cette taxe les importateurs des produits dont on a un urgent besoin, tel que le charbon ; les importateurs de ces marchandises jouiront ainsi d'un taux de change plus favorable que le commun des mortels, mais ce sera un taux de change *exceptionnel*, une sorte de dumping à l'importation. Pour tous les autres Français, ce ne sera qu'en payant plus que ce qui est indiqué au soi-disant cours officiel des changes, qu'ils pourront obtenir les monnaies étrangères dont ils auront besoin. La dévaluation « à l'achat », c'est-à-dire à l'achat de monnaies étrangères, est donc bien chose faite.

Reste la dévaluation « à la vente ». Il y a en effet l'opération inverse à considérer, c'est-à-dire celle par laquelle les étrangers qui ont besoin de francs fournissent à l'Etat français une certaine quantité de leurs monnaies nationales pour avoir, en échange, les francs dont ils ont besoin pour solder leurs achats en francs.

Ici, la dévaluation a commencé plus anciennement, elle a débuté avant Ramadier, mais Ramadier vient de la poursuivre sous une nouvelle forme.

En règle générale, l'étranger qui vient en France est encore obligé de changer sa monnaie au cours officiel, de donner une livre, s'il est Anglais, pour n'obtenir que mille francs. Mais comme cet étranger se laisserait vite de n'obtenir qu'une quantité de francs ayant un pouvoir d'achat inférieur à celui qu'a dans son pays la quantité de monnaie qu'il a donnée en échange, nos inspecteurs des Finances ont imaginé pour éviter cela le procédé suivant : on diminue pour lui, étranger, et pour lui seul, les prix de ce qui est acheté en France, en faisant remise aux industriels et commerçants français d'une partie des taxes que ceux-ci ont à payer sur les produits qu'ils fabriquent ou qu'ils vendent, à condition qu'ils con-

sentent à leurs clients étrangers une remise correspondante sur leurs prix habituels. Cette remise atteint, dans certains cas, jusqu'à 25 % ; en règle générale, elle est de 15 % ; de telle sorte que l'Etat français continue bien à ne donner à l'acheteur anglais que 1.000 francs pour une livre sterling, mais il donne d'autre part 150 francs au vendeur français, afin qu'avec ses 1.000 francs, l'Anglais puisse acheter, moyennant une livre, non 1.000 francs, mais 1.150 francs de marchandise.

Tout se passe donc comme si l'Etat français avait donné 1.150 francs pour une livre sterling, ce qui signifie qu'ici aussi le franc se trouve dévalué de 15 %.

Mais cela même ne suffit plus. C'est pourquoi Ramadier vient de recourir à une dévaluation supplémentaire, plus directe, mais qui est encore tenue à peu près secrète.

On sait qu'il y a aujourd'hui deux pays « maudits » : la Hongrie de Kadar et l'Egypte de Nasser. C'est cependant dans les relations avec ces deux pays qu'on a dû procéder à une dévaluation supplémentaire au franc, car, n'est-ce pas ? les affaires sont les affaires !

Les industriels français du textile ont besoin de coton égyptien, coton très supérieur, comme l'on sait, au coton américain ou hindou. C'est pourquoi ils avaient conclu un gros achat de coton égyptien (pour 9 milliards de francs) peu avant la nationalisation du canal de Suez. Lorsque celle-ci survint, le coton n'avait pas encore été livré, et la France ayant alors bloqué les « avoirs égyptiens », c'est-à-dire interdit tout paiement à l'Egypte, les Egyptiens ne livrèrent point leur coton, puisqu'ils n'auraient pu en être payés.

Mais, au fur et à mesure que les semaines s'écoulaient, les stocks de coton égyptien ne cessaient de diminuer, si bien qu'il devenait urgent de faire venir le coton acheté en Egypte si l'on ne voulait voir s'arrêter net presque toute l'industrie cotonnière française. En conséquence, malgré le « blocage » et, bien entendu, sans le clarronner, le gouvernement Mollet permit que le dit coton soit payé à l'Egypte. Cependant, il fallait avoir de quoi le payer ! C'est-à-dire disposer pour cela, soit de livres égyptiennes, soit de monnaies étrangères « saines » que seules, tout comme les autres pays, l'Egypte est disposée à accepter.

Or, si, pour la plupart de ces devises, la France s'est adressée à l'Union européenne des paiements qui, sans doute, les lui livra au cours officiel, en revanche, pour 20 % du montant, soit pour près de 2 milliards, elle s'adressa à la Hongrie, qui lui devait précisément de l'argent. Mais — et c'est là que nous revenons à notre sujet — la Hongrie n'accepta de fournir les devises qui lui étaient demandées que moyennant un « escompte » de 10 %, ce qui veut dire que si elle fournit à la France une livre sterling, sa dette à l'égard de la France est diminuée, non de 1.000 francs, comme le voudrait le « cours officiel des changes », mais de 1.100 francs ; l'Etat français a acheté ainsi la livre à la Hongrie, non 1.000 francs, mais 1.100 francs ; le franc se trouve ainsi dévalué de 10 % ; dix pour cent camouflés sous le vocable d'« escompte », tout comme la dévaluation à l'achat est camouflée sous le nom d'« impôt » ou de « taxe ».

A ma connaissance, cet achat direct de devises étrangères à un cours supérieur à leur cours officiel, n'a été effectué que dans l'opération que nous venons de dire, mais il n'y a pas de raison pour que les autres Etats acceptent de se voir plus mal traités que la Hongrie. La généralisation de l'« escompte » consenti à Kadar ne peut donc être qu'une question de semaines, peut-être de

(1) J'arrondis les chiffres pour la commodité de l'exposé.

(2) Pour celui qui se rend à l'étranger, le taux de l'impôt varie selon la somme dont on a besoin ; pratiquement il varie de 3 à 7 %.

jours. Lorsque ce sera chose faite, il faudra vraiment toute l'impudence cynique de nos menteurs professionnels pour pouvoir prétendre qu'il n'y a pas eu de dévaluation, qu'une livre continue à s'échanger contre 1.000 francs.

La vérité est donc que Ramadier est en train de dévaluer le franc sans le dire, tout comme Pineau fait la guerre en la baptisant d'« opération de police », et que Lacoste poursuit l'extermination d'un peuple en la dénommant « pacification ».

LES JUIFS, AVANT-GARDE, PUIS ARRIERE-GARDE DE L'OCCIDENT

Il faut se méfier d'une interprétation trop hâtive des sentiments. Du fait que l'Européen est en général plus ou moins antisémite, on doit se garder de conclure que Juifs et Chrétiens d'Europe ont eu dans l'histoire des rôles antagonistes. Tout au contraire, depuis le début du moyen âge jusqu'à nos jours, le Chrétien et le Juif ont été complémentaires. Tout comme le Juif et l'Arabe en Afrique, le Juif et le Chrétien d'Europe ont vécu en étroite symbiose, mais, comme toujours dans les cas de symbiose, chacun des deux membres de l'association accuse l'autre de le parasiter sans s'apercevoir qu'il est, lui aussi, le parasite de l'autre.

Dans une conférence prononcée peu après la guerre, devant un club de libre discussion de Nice (1), j'ai essayé de montrer, après Marx, que le rôle du Juif européen au cours du dernier millénaire, avait consisté à maintenir ce qui était indispensable d'économie libre au sein d'une société à économie réglemée.

Or, la liberté économique était tout particulièrement utile aux frontières de l'Occident, là où la civilisation européenne se trouvait au contact de la civilisation orientale, représentée d'abord par le paganisme, puis par le christianisme orthodoxe byzantin, car il fallait bien nouer en ces lieux des rapports avec les voisins, échanger ou commercer avec eux, mais la disparité des conditions qui régnaient de part et d'autre de la frontière, très mal définie d'ailleurs, faisait que ces rapports ne pouvaient avoir lieu qu'au moyen d'intermédiaires agissant en pleine liberté, à leurs risques et périls.

C'est pourquoi, dans la marche de l'Occident vers l'Est, les Juifs furent toujours à l'avant-garde ; ils étaient les agents de la pénétration économique et pacifique précédant la pénétration politique et militaire.

Ils accompagnèrent ainsi l'Occident jusqu'à son point de pénétration ultime, la région du Dnieper, atteinte par la chrétienté lors de la réunion de la Lithuanie et de la Pologne à la fin du XIV^e siècle, et ils y demeurèrent, comme le sédiment qui reste après que le flot s'est retiré, lorsque la reconquête de la Russie Blanche et de l'Ukraine par l'empire moscovite eut amorcé la retraite de l'Occident.

Fidèles à leur mission, la plupart des Juifs européens résidaient donc encore, jusqu'à la guerre de 1914, aux confins de l'Europe orientale, des deux côtés de la ligne de démarcation entre l'Occident et l'Orient, cependant qu'une minorité de Juifs, formée de ceux qui n'avaient point suivi l'avant-garde ou qui étaient retournés en arrière, ceux d'Angleterre, de France, d'Italie, d'Allemagne se confondait de plus en plus avec la population chrétienne, car la révolution indus-

trielle qui avait converti toute l'Europe à une civilisation d'économie libérale rendait désormais inutile l'existence, sous la forme d'une communauté séparée, des tenants de la liberté économique.

D'autre part, au cours de cette même guerre de 1914, il apparut très nettement que le rôle des Juifs d'Europe orientale, leur rôle millénaire d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, n'avait plus de raison d'être. D'une part, l'Occident ne nourrissait plus l'espoir de regagner les rives du Dnieper ; d'autre part, les États et les économies des deux mondes avaient perdu leur « fluidité », ils étaient assez solidement constitués désormais pour pouvoir traiter directement, entre eux, sans avoir besoin de recourir à des individus ou à des communautés intermédiaires. En un mot, il n'y avait désormais plus de place pour une pénétration pacifique de l'Orient, pas plus que pour une pénétration militaire.

Par contre, plus au sud, la grande puissance qui avait jusqu'alors arrêté l'avance occidentale, l'empire ottoman, tombait en pièces. C'est donc là, à l'est de la Méditerranée, dans la péninsule arabe délivrée du joug turc — et privée du même coup de la protection de l'armée turque — que l'Occident allait peut-être pouvoir reprendre sa marche en avant. Mais alors, les Juifs, les Juifs de Russie, de Pologne, de Roumanie, tous ces vieux habitués des rapports entre Occident et Orient, se trouvaient tout désignés pour être les pionniers du nouveau *Drang nach Osten*, de la nouvelle marche vers l'Est. C'est ce que comprit dans une intuition géniale son chef Balfour, lorsqu'il déclara vers le milieu de la première guerre mondiale que l'Angleterre se chargerait de procurer aux Juifs un « home ».

Du coup, la petite secte juive qui s'était constituée quelques années auparavant, pour précéder, sans succès auprès de l'immense majorité des Juifs, la réunion de tous ceux-ci sur un même territoire, en une nouvelle « Sion », à l'instar de tant de sectes religieuses ou anarchistes qui voulurent fonder des colonies plus ou moins communautaires au Paraguay ou ailleurs, cessa de n'être qu'une secte sans avenir pour devenir un grand mouvement politique ; le sionisme était devenu l'instrument de la politique britannique (1).

On se rappelle le reste. Dans le partage de l'empire ottoman, la Grande-Bretagne s'adjugea un mandat sur la Palestine, c'est-à-dire la région qui comprend Jérusalem, Jérusalem la ville sainte de ces anciens Hébreux dont les Juifs modernes prétendent descendre et qui avait été la capitale de ce pays de Canaan que les Hébreux avaient conquis il y a environ trois mille ans ; pays sur lequel les Juifs d'aujourd'hui prétendent avoir des « droits » bien que l'État fondé par leurs prétendus ancêtres ait disparu depuis le premier siècle de notre ère ! Prétention grotesque et ridicule, mais on sait qu'en politique le ridicule ne tue pas... lorsqu'il y a la force derrière.

Donc, aussitôt la paix signée, l'Angleterre fit commencer aux Juifs leur « pénétration pacifique » de la Palestine. Forts des sommes considérables mises à leur disposition, les sionistes,

(1) Cette conférence a été reproduite dans les « Etudes matérialistes » de décembre 1946.

(1) Il convient, évidemment, de ne point sous-estimer le rôle de l'Amérique dans la création de l'État d'Israël. Cependant, avec le recul, ce rôle ne m'apparaît plus aussi considérable, aussi exclusif, qu'il m'apparaissait en 49 (Voir « R. P. » de janvier 49) ; j'avais été abusé, moi-même, par l'habileté du Foreign Office.

c'est-à-dire essentiellement les Juifs de l'Europe orientale — les autres se trouvant trop bien où ils étaient pour tenter l'aventure — envahirent la Palestine, achetant des propriétés, jardins, terrains, cultivant la terre et bâtissant des villes — s'implantant.

L'Angleterre apparut un moment comme ayant gagné sur les deux tableaux. Elle était parvenue à installer une avant-garde occidentale en Arabie, tout en conservant — jusqu'à hier — des rapports amicaux avec les pays arabes, du fait qu'elle n'était officiellement pour rien dans la création du nouvel Etat et que, depuis cette création, elle avait eu soin de toujours faire preuve, au moins en surface, de froideur à son égard.

Mais, depuis la chute de Farouk, elle n'a cessé de voir les Etats arabes s'éloigner d'elle : l'Egypte, la Syrie, la Transjordanie ont complètement rompu avec elle, et elle ne peut plus guère compter que sur l'Irak... tant que Nouri Saïd vivra.

En fait, la Grande-Bretagne ne pourrait rétablir aujourd'hui son influence sur les Etats arabes qu'en sacrifiant Israël. Cet Israël qu'elle a tenu sur les fonts baptismaux. Ce n'est certainement pas demain qu'elle s'y résoudra, cependant il lui faudra bien un jour opter : sacrifier sa position d'« ami des Arabes » ou sacrifier Israël, perdre toute audience auprès de l'Orient ou abandonner l'avant-garde de l'Occident.

Quant aux Israéliens, ils se trouvent dans la même situation que les Croisés du moyen âge.

La conquête de la Palestine par les chevaliers chrétiens du XI^e siècle fut la première conquête coloniale de l'Europe, la conquête de cette même Palestine par les sionistes juifs du XX^e siècle en a été, selon toute vraisemblance, la dernière.

Par un destin étrange, cette première et cette dernière conquête ont eu pour théâtre les mêmes lieux, et toutes deux se sont couvertes du même prétexte : le prétexte religieux ; il s'agit de reconquérir aujourd'hui le temple de Salomon, comme naguère le tombeau du Christ. Aux deux époques, ce prétexte religieux a permis de soulever chez les intéressés le même enthousiasme populaire, la même adhésion passionnée de tout un peuple.

Les ressemblances, d'ailleurs, ne s'arrêtent pas là. Bien que près de neuf cents ans séparent les deux entreprises, elles se trouvent en face des mêmes problèmes et recourent pour les résoudre à des moyens presque identiques.

Car, si l'Occident a changé, le Proche-Orient, lui, n'a pas bougé. C'est toujours le lieu qui vit naître la plus vieille civilisation du monde et dont la vie, comme le disait un auteur parlant de l'Egypte, a toujours été « le résultat d'un compromis instable entre fellahs (paysans) et nomades ».

Or ce compromis n'est pas facile à maintenir par des peuples qui, comme les Occidentaux, ne se sont jamais trouvés en situation d'avoir chez eux à l'établir. L'Occidental, qu'il soit Juif ou Chrétien, se trouvera toujours en Orient en position d'intrus, d'un corps étranger aussi bien au sol qu'aux hommes, d'un balourd incapable de s'adapter.

Aussi, pour se défendre contre l'hostilité qui l'environne de toutes parts, l'Occidental ne peut s'adresser qu'à des procédés artificiels.

En premier lieu, il lui faut recourir constamment à une aide extérieure, à des secours adressés d'une manière continue ou répétée par ceux qui l'ont envoyé là.

Ce n'est que grâce à l'aide continue des grandes cités méditerranéennes de l'Occident, Pise, Gènes, Venise, ainsi qu'à des Croisades se re-

nouvelant en moyenne tous les 25 ans, que les royaumes latins du Proche-Orient peuvent tenir. Ce n'est, de même, que grâce au flot de dollars qui lui parvient continuellement, et de l'Etat américain et de l'ensemble des communautés juives d'Amérique et d'Europe, qu'Israël peut effectuer les travaux extrêmement coûteux qui lui permettent de tirer d'un sol ingrat, à des prix élevés, de quoi nourrir sa population. Quant à la dernière aventure de la France et de l'Angleterre en Egypte, elle est, en dernière analyse, l'équivalent de la Seconde Croisade.

Même similitude aussi dans l'organisation de la défense intérieure. A peine étaient-ils installés sur la « Terre Promise » que pour se défendre contre des attaques qui ne cessaient point, les Croisés durent organiser des corps d'élites, chargés à la fois de la défense du pays à main armée et de l'utilisation des ressources drainées de l'étranger. Ce furent les ordres des Templiers et des Hospitaliers. Comme toute communauté d'hommes chargée d'une mission écrasante, presque désespérée, ces Ordres étaient organisés selon de stricts principes communistes ; l'individu n'y était rien, l'Ordre était tout. Individuellement, les chevaliers du Temple ne possédaient rien, ils avaient fait vœu de pauvreté, et ils n'avaient même pas de famille, ayant fait vœu de chasteté. Mais l'Ordre, lui, qui possédait tout, devint bientôt le plus riche des Ordres monastiques de la chrétienté.

Dans l'Etat d'Israël d'aujourd'hui, l'équivalent des Ordres des Templiers et des Hospitaliers se trouve dans les *kibbuzin*. Comme leurs prédécesseurs, les *kibbuzin* sont organisés selon de stricts principes communistes ; leurs membres qui, tout comme les Templiers, ont dû faire préalablement une dure période de noviciat (souvent accomplie dans des établissements installés en Europe même) ne possèdent rien, ils ont fait, eux aussi, vœu de pauvreté, et, s'ils n'ont point fait vœu de chasteté, le résultat est le même, car ils n'ont pas de famille, leurs enfants leur étant enlevés dès le plus jeune âge, pour être élevés sous la seule autorité du kibbuz. Mais, de même que les membres du kibbuz sont aussi pauvres que les Chevaliers du Temple, les *kibbuzin* sont en passe de devenir aussi riches que l'Ordre des Templiers. Dès maintenant, tous ceux des *kibbuzin* qui datent de quelques années possèdent de très gros comptes en banque, et certains ont créé des établissements industriels où ils emploient des salariés dont la plus-value va grossir les revenus du kibbuz (1).

Ainsi dans les deux Etats, l'ancien Etat latin de Jérusalem et le nouvel Etat d'Israël, l'essentiel de la structure est la même, les modalités extérieures seules sont modifiées. Contre l'Orient resté tel quel, l'Occident réagit de la même manière qu'il y a neuf siècles.

Le destin de cette dernière avant-garde de l'Occident, de ces enfants perdus jetés comme une Marche au cœur même de l'Orient, sera-t-il le même que celui de la première avant-garde ? Le royaume latin de Jérusalem a duré cent ans ; l'Etat juif de Jérusalem durera-t-il davantage ? Durera-t-il même autant ? Un Occident à son déclin acceptera-t-il de consentir les mêmes sacrifices qu'un Occident en pleine jeunesse ? Est-ce qu'après avoir été l'avant-garde de l'Occident, les Juifs ne sont point en passe d'en devenir simplement l'arrière-garde ?

Robert LOUZON.

(1) Voir l'article de Spivak dans « View and Comments », revue libertaire américaine, qui a été reproduit ou analysé par plusieurs publications anarchistes.

DÉFENSE DE L'HOMME

LA CONVENTION JUDICIAIRE
(9 mars 1956)

« **ARTICLE PREMIER.** — Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, les juridictions françaises de Tunisie sont supprimées et toutes les compétences qui leur étaient attribuées sont dévolues aux tribunaux tunisiens.

» **ARTICLE 10.** — La présente convention, qui annule et remplace la convention judiciaire en date du 3 juin 1955, entrera en vigueur le 1er juillet 1957. »

En matière de statut personnel, les Français continuent à être régis par leur loi nationale.

En outre, pour une période de cinq années :

a) Les tribunaux tunisiens auront un caractère mixte et compteront au moins un magistrat français lorsqu'ils sont appelés à statuer sur des affaires non pénales mettant en cause une partie française ;

b) Le jury criminel comportera une moitié de jurés français quand un accusé sera de nationalité française.

Dans tous ces cas, l'usage de la langue française sera admis dans la procédure orale et écrite.

« Les procédures en cours devant les tribunaux français à la date du 1er juillet 1957 seront, en principe, transférées aux tribunaux tunisiens, sauf dans certains cas déterminés. »

Comme celui de la « Maison rouge », sans doute. Il n'est pas exclu que le ministre de la Justice tunisien n'y fasse pas allusion lorsqu'il déclare après la signature de la convention : « Quand on sollicite notre libre consentement, nous savons faire primer l'intérêt mutuel. »

Ainsi, les assassins de Farhat Hached ne seront plus justiciables que du jugement de l'Histoire ! Mais nous sommes assurés que la justice française ne sévira plus en Tunisie. Et ce n'est pas rien !

LA FONCTION PUBLIQUE

A compter du 1er avril 1957 (1er juillet pour les magistrats), les fonctionnaires et agents titulaires de nationalité française, des cadres tunisiens, sont affectés dans les cadres français. N'exerceront en Tunisie que les fonctionnaires et agents titulaires français liés par un contrat au terme duquel il leur sera loisible de retrouver le même poste en France.

Combien sur les 3.000 fonctionnaires agréés par le gouvernement tunisien — dont 1.800 enseignants hautement appréciés — accepteront-ils de servir en Tunisie ?

La place est bonne. Appointements de Paris avec majoration de 30 %, plus les indemnités particulières et les prestations familiales et sociales tunisiennes.

Seulement, ça doit être dur de se réveiller étranger dans un pays où l'on s'était endormi prépondérant, même si le picotin d'avoine est assuré chaque matin comme devant. Mais aussi comment ne pas avoir la conscience barbouillée après avoir dormi profondément pendant 75 ans, la tête sous les couvertures, enfouie dans les coussins pour ne pas entendre les bruits de la rue.

Allons, messieurs les endormis, réveillez-vous ! Il ne s'agit que de vous soumettre ou vous démettre. Il n'y a pas de cercueil, contrairement à ce que certains d'entre vous, jadis, tentèrent d'accréditer. Et ne pestez pas contre le sort mauvais. Votre attitude devait vous conduire fatalement à ce dilemme. On ne fait jamais fi en vain de la dignité d'autrui.

L'ARMÉE FRANÇAISE

Dernière séquelle du colonialisme, l'armée est encore là ! Il est question de la grouper dans la région de Bizerte. Dans l'intérêt de la défense de l'Occident, nous dit-on. Mais personne n'est dupe. Tant que durera la « pacification » de l'Algérie,

l'armée française menacera l'indépendance de la Tunisie.

LES FETES DE L'INDEPENDANCE

Cela n'a pas empêché de fêter l'anniversaire de l'indépendance avec un enthousiasme dont doivent être seuls capables les pays en révolution où la jeunesse est l'élément dominant.

Toute la ville est en liesse. Banderoles, drapeaux, illuminations, monômes, retraite aux flambeaux. Un monde fou, partout. A croire qu'il ne restait plus un chat dans les maisons. Et pas d'agents — excepté sur le passage des cortèges parmi une foule grouillante de femmes et d'enfants, dans un enfer d'éclatements de pétards.

Sur la vaste avenue Bourguiba — les Champs-Élysées tunisiens — devenue une véritable fourmilière, pas une note discordante la nuit du 19 au 20 mars, si ce n'est quelques cris de femmes effrayées par les pétards éclatant à leurs pieds.

Une gaieté de bon aloi, une joie turbulente mais saine de gens heureux de vivre, conscients d'être libres et qui ne sont pas fâchés de l'attester à la face du monde. Du moins des représentants de 42 nations invités à la fête, de leur suite et d'une nuée de journalistes de tous les pays qui n'en croyaient pas leurs yeux.

Nixon, emballé par les chaleureuses ovations dont il est l'objet, arrête souvent le cortège officiel pour soulever à bout de bras une fillette ou un garçon, ou pour répondre aux applaudissements qui tombent d'un balcon.

Pour rehausser l'éclat de la fête, toute la ville s'était fait une beauté.

Depuis des semaines, quartiers arabes et européens sont devenus un immense chantier. Presque toutes les rues sont refaites à neuf. On élargit, on goudronne, on repave. On blanchit à tour de bras — jusqu'à en manquer — façades des grandes avenues comme des ruelles et des passages. On repeint les boutiques. Les enseignes multicolores deviennent bilingues. Bientôt tout un chacun connaîtra l'arabe si nécessaire dans ce pays. Les souks ? Un véritable enchantement.

Et notre soleil par-dessus tout cela, vous voyez l'effet. Tunis la blanche n'a jamais été plus éclatante et plus accueillante.

Les grincheux diront que des invités si nombreux, ça coûte cher. Que le Maroc, pourtant moins pauvre, s'est contenté de fêter en famille l'anniversaire de son indépendance. Bien sûr ! Mais la fête tunisienne a été l'occasion de réfections et d'embellissements qui continuent à donner du travail à des milliers d'ouvriers. C'est peut-être le point de départ d'un démarrage dans le Bâtiment (1).

Quoi qu'il en soit, une pareille explosion de joie, contagieuse, envahissante, irrésistible, est apparue comme une vague profonde d'optimisme.

Aussi, dirons-nous avec Ferhat Abbas :

« Nous avons été très heureux de participer aux fêtes qui ont marqué le premier anniversaire de l'indépendance de la Tunisie.

» Nous avons assisté à l'enthousiasme d'un peuple libre et nous avons vu sa joie. Nous en tirons la conclusion suivante : Aucun avantage matériel ne peut remplacer la joie morale d'être libre et indépendant.

» Il faut que tout le monde en convienne, en particulier le gouvernement français : l'indépendance est pour tous les peuples, petits et grands, la pierre angulaire sur laquelle repose la véritable prospérité et le véritable bonheur des hommes. »

MITTERRAND, PAS CONTENT...

Les gouvernants français n'en conviennent pas. Le bonheur des Africains leur est intolérable.

Mitterrand a tenu à le prouver une fois de plus envers les Algériens, invités comme lui aux fêtes de l'indépendance. Sans doute n'était-il venu à Tunis que pour avoir l'occasion d'en repartir avec éclat. Dans ce cas, il a été servi.

(1) Ce travail de réfections et d'embellissements n'est pas particulier à Tunis. Tout le pays — les villes comme les campagnes — doit se faire beau.

Ferhat Abbas et ses amis étaient partout sur son passage : à l'aéroport d'El Aouina, sur les estrades du défilé, sur celles du stade où se déroulait la fête de la jeunesse.

C'était — évidemment — insupportable pour l'homme de « l'Algérie, c'est la France ».

Il est donc parti comme un malotru. Et je ne pense pas qu'il ait été accompagné de regrets véritables.

Mais son geste n'est peut-être pas étranger à la décision de Nixon de ne pas passer par Paris.

...BIDAULT, NON PLUS

Ce que Bidault a tenu à déplorer à la tribune de la Chambre.

Pensez donc ! Se promener pendant des semaines en Afrique : Maroc, Ghana, Libéria, Libye, Tunisie, et ne pas trouver dans ces voyages « de place pour une ville assez connue et qui, en général, plaît à tous et qui s'appelle Paris » !

Décidément, ces Américains n'ont plus de goût que pour les « sauvages » et les « illettrés ». Des gens qui, comme les Marocains et les Tunisiens, ne savent même pas ce que signifie l'indépendance dans l'interdépendance !

« L'indépendance dans l'interdépendance : Qu'est-ce que cela voulait dire en français pour un bachelier, en arabe pour un ministre ? Faisons en sorte que l'indépendance soit maintenant synonyme de réciprocité », pontifie lourdement Bidault, continuant à oublier que c'est le mépris qui a perdu les Français dans les colonies et qui fait s'éloigner, de nous, « nos amis Américains ».

LA CONFERENCE DE PRESSE DU F.L.N.

L'éclat de Mitterrand n'a impressionné personne. Ferhat Abbas et ses amis n'ont pas quitté la Tunisie. Ils se sentent chez eux, tout comme au Maroc, d'ailleurs.

Aussi, alors qu'en France l'opinion se cherche encore, malgré la « pacification » de Lacoste dont personne n'a plus le droit d'ignorer les atrocités, alors que le mouvement ouvrier français se contente de laisser la parole aux archevêques, deux petits peuples de l'Afrique du Nord, la Tunisie et le Maroc, malgré une situation économique grave, ne craignent pas de jeter leurs jeunes indépendances dans la bataille pour sauver l'Algérie.

D'un côté, les nantis qui ergotent et tergiversent, de l'autre, les ventres creux prêts à donner leur vie. C'est normal !

Mais, allons à la conférence de presse où les hommes du F.L.N. ont invité les journalistes des pays venus à la fête de l'indépendance.

« Nous tenons tout d'abord à remercier le gouvernement tunisien pour l'invitation officielle qu'il nous a adressée à l'occasion de la célébration du premier anniversaire de l'indépendance. L'enthousiasme spontané et chaleureux avec lequel nous avons partout été reçus, tant par le gouvernement que par le peuple tunisien, nous a donné l'impression que nous étions vraiment chez nous. »

Tel est le préambule d'une déclaration lue par le Dr Lamine Debbaghine, chef de la délégation du F.L.N., où le préalable de l'indépendance algérienne revient comme un leitmotiv. Ainsi que pendant la conférence qui a duré une heure.

Les élections ?

« Pas d'élections qui n'impliquent pas la reconnaissance de notre indépendance... Surtout pas d'élections à la Naegelen, synonyme d'expert en truquage électoral... Il faut d'abord reconnaître l'indépendance... Pour nous, il s'agit d'être indépendants ou de ne pas l'être. Aucun compromis n'est possible sur ce point. »

L'élément européen dans la nation algérienne ?

« Pour nous, une seule catégorie de citoyens : les Algériens. Les Européens auront la faculté d'opter pour la nationalité algérienne, ou ils seront Français, s'ils le veulent. Leurs intérêts seront alors respectés comme le sont ceux des étrangers dans les autres pays. »

Le M.N.A. ?

« Le Front (F.L.N.), c'est le rassemblement de toutes les énergies. Le fait que Messali Hadj

et le M.N.A. ne soient pas dans le Front prouve qu'ils se sont exclus de la Communauté algérienne, mais ils seraient des citoyens comme les autres dans une Algérie indépendante... Une fois l'indépendance obtenue, il n'y aura plus ni M.N.A. ni F.L.N. »

L'opinion publique française ?

« Nous comptons beaucoup sur les soldats qui retournent en France. L'opinion, d'elle-même, réagira... C'est au peuple français à savoir s'il vaut mieux mourir par le mensonge que par le fusil. Nous, nous préférons mourir par le fusil que par le mensonge. »

Le Dr Lamine ne pense pas qu'un changement ministériel français pourrait faciliter les choses.

« Le problème algérien est un problème qui dépend de l'opinion française. D'ailleurs, nous ne pouvons pas avoir plus libéral ; nous avons des socialistes... » (Rires).

Et Ferhat Abbas de conclure :

« Après la déclaration du docteur Lamine, chef des délégations extérieures du F.L.N., il me reste, Mesdames et Messieurs, à vous remercier de votre attention. Mais je voudrais vous demander davantage. Je voudrais vous demander de vous faire les messagers du rapprochement et non les messagers de la discorde, c'est-à-dire vous inviter à orienter vos articles en sorte que le fossé ne se creuse pas davantage entre les peuples français et algériens, car, nous ne le répéterons jamais assez, ce n'est pas contre la France que nous luttons, mais contre l'oppression coloniale. Ce n'est pas contre les intérêts économiques, stratégiques et culturels français que le peuple algérien livre bataille, c'est contre cette trahison des vraies traditions françaises que constitue un régime d'asservissement et d'injustice. »

DÉFENSE DE L'OUVRIER

LE MEETING DE L'U.G.T.T. (24 mars)

Un grand meeting organisé par l'U.G.T.T. a eu lieu à Tunis le 24 mars.

L'immense cinéma du Palmarium était plein à craquer, une heure avant l'arrivée des orateurs.

Placee sous le signe de l'Afrique, de l'Unité de la classe ouvrière, cette réunion sanctionnait la deuxième conférence syndicaliste tenue par les secrétaires des trois centrales nord-africaines : U.M.T., U.G.T.A. et U.G.T.T.

Elle a été l'occasion de la part de plusieurs milliers de travailleurs enthousiastes, d'un vibrant témoignage de sympathie pour l'Algérie martyre, d'un fervent espoir « de voir la troisième conférence syndicaliste africaine se tenir prochainement dans une Algérie libre et indépendante » et d'une ferme volonté que l'Unité se refasse bientôt au sein de l'U.G.T.T.

Par la présence de deux autres invités aux fêtes de l'indépendance, Brown, de l'A.F.L.-C.I.O., et Oldenbroeck, de la C.I.S.L., cette réunion a pris un caractère international d'une grande portée.

En raison de la contribution très importante de la C.I.S.L. à l'indépendance de la Tunisie, du Maroc, de sa lutte pour la libération de tous les peuples, nous croyons nécessaire de donner quelques extraits du discours de son secrétaire général :

« ...Permettez-moi de vous dire, a déclaré Oldenbroeck, combien je suis heureux de célébrer avec vous l'anniversaire de votre indépendance.

« Je ne pourrais pas penser à un autre pays du monde où les fêtes se seraient déroulées avec plus de dignité et plus de participation évidente de la quasi-totalité de la population.

« ...Il est clair que l'indépendance a créé la meilleure base pour un développement vers des niveaux plus élevés, sur toute la ligne, mais elle n'a pas apporté en elle-même cette prospérité dont on a besoin pour augmenter, et augmenter rapidement, le standing de vie des peuples, l'obtention du plein emploi et la sécurité sociale que tout être humain doit réclamer.

« ...C'est le devoir de l'économie nationale et de l'économie internationale de garantir,

pour toute personne capable et qui veut travailler, un standing de vie décent, afin qu'elle puisse jouir des fruits de son propre travail, afin qu'elle puisse recueillir les bénéfices de ce que les techniques modernes et les nouvelles inventions peuvent lui offrir. C'est ici le droit naturel de tout citoyen de vouloir être bien nourri, bien habillé, bien logé et d'avoir des temps de loisir indispensables pour la santé d'un homme.

» ...Je sais que l'U.G.T.T. est consciente de ses devoirs. Elle a démontré cette prise de conscience pour l'élaboration d'un rapport économique et social (1) qui mérite le plus grand encouragement et l'accueil le plus chaleureux de la part de ceux qui sont responsables du développement futur vers la prospérité, la démocratie, la justice.

» ...J'ai eu l'occasion de visiter quelques centres à Sousse et à Kairouan — et j'ai constaté le dévouement de vos permanents et de vos membres. J'ai aussi constaté que celui qui est maintenant votre représentant au comité exécutif de la C.I.S.L. est respecté et aimé. Je parle d'Ahmed Ben Salah. »

(1) Dont nous parlerons bientôt.

Ce discours, en français, a été l'objet d'applaudissements nourris et prolongés, même avant sa traduction en arabe. Et j'ai vu qu'Ahmed Ben Salah n'a pas démerité aux yeux des travailleurs. Son nom a été l'objet d'une véritable ovation.

L'unité ouvrière en Tunisie se fera bientôt dans l'U.G.T.T. Sans doute sera-t-elle un fait accompli pour le 1er mai. Personne n'y voit plus d'inconvénient ni au gouvernement ni dans les centrales syndicales.

Une raison majeure s'impose à celles-ci : beaucoup de syndiqués de 56 n'ont repris aucune carte en 57, ayant compris que la scission était un coup de Jarnac porté au mouvement ouvrier.

Par la grève des cotisations, ils ont obligé les scissionnistes à douter de l'efficacité de leur stratégie. Le gouvernement et son paternalisme ne sortiront pas grandis de l'épreuve.

Bravo les gars !

* * *

Congrès de la C.I.S.L. à Tunis, en juillet prochain.

* * *

Les journaux du 27 mars annoncent qu'aux termes d'un accord signé hier, les U.S.A. fournissent à la Tunisie une aide économique et technique de plusieurs millions de dollars.

J.-P. FINIDORI.

DEMI - SUCCÈS ET ESPOIRS OUVRIERS

Nous n'avons pas encore reçu de nos amis allemands, l'étude réclamée sur les grèves dans la métallurgie du Schleswig-Holstein en février dernier. Cependant la conclusion d'un article de notre camarade J. Peyraube paru dans les Cahiers de Reconstruction (mars 1957) mérite d'être signalée, elle enrichit l'expérience ouvrière et souligne une fois de plus la vitalité d'un syndicalisme « lutte de classe » que d'anciens enterrent un peu trop vite.

Dans la grève du Schleswig-Holstein, le patronat s'est trouvé devant un front ouvrier puissant, organisé et discipliné. Si la nostalgie d'un Etat fort s'est trouvée réveillée chez certains, ils ont dû sentir que, devant les moyens mis en œuvre par le mouvement ouvrier avec beaucoup plus de facilité, semblait-il, qu'entre les chefs d'entreprise, cette nostalgie appartenait au passé et n'avait aucune chance d'avenir. La tranquillité dans la puissance et la sérénité incontestable qui, du côté ouvrier, ont marqué cette grève, indiquent aussi que les méthodes d'un paternalisme autoritaire et toujours réticent ont fait leur temps.

Le mouvement ouvrier s'est donné à lui-même la preuve que la puissante centrale syndicale édifée depuis huit ans, dans l'atmosphère de calme et de labeur obstiné de la République Fédérale, pouvait être un instrument de conquête efficace. Mais un instrument est étroitement dépendant des mains qui le manient. Or de ce point de vue, le demi-succès de cette grève attire l'attention sur une des faiblesses de l'action syndicale de la Confédération de l'Allemagne de l'Ouest. Malgré les moyens considérables mis en œuvre pendant huit ans, le D.G.B. ne semble pas être arrivé à former une génération de dirigeants capables d'exploiter lucidement et énergiquement les possibilités considérables offertes à la lutte ouvrière par l'accumulation des ressources dont elle dispose maintenant. C'est là le revers de la sécurité matérielle qui caractérise la vie de la Confédération Syndicale Allemande : danger d'un enlèvement dans lequel les dirigeants semblent avoir perdu de vue, par moment, la lutte pour la libération ouvrière.

Enfin à l'égard de l'Allemagne de l'Est la grève a donné l'exemple d'un mouvement ouvrier authentiquement démocratique et qu'aucun impératif politique n'est venu briser. C'est sous cet aspect qu'il n'a pu échapper à l'attention des masses de la République de l'Est, dont les dirigeants se sont empressés de déclarer qu'ils venaient au secours de leurs frères en lutte à l'Ouest. Ce qui ne semble pas avoir été le cas.

Parmi nos

LETTRES

Sur des talons de mandats

De C. ROZET, à Nieux (Loire) :

Plein accord avec Louzon ; non pour ce qu'il pense, mais pour ce qu'il permet de penser.

De Jean DUPERRAY, à Saint-Etienne (Loire) :

La carte de l'Union des syndicalistes est beaucoup trop chère, s'adressant à des copains tous surchargés de travail, de dettes syndicalistes et solidarités permanentes. — La chronique de l'Union des syndicalistes doit paraître aussi dans Franc-Tireur, Combat, la Vérité, l'Ecole émancipée, Preuves, Le Canard enchaîné, etc. Il faut forcer les portes extérieures plutôt que se replier sur la vie intérieure. Il aurait fallu envoyer une carte à chaque abonné de la R.P. en lui demandant de souscrire. — L'Union des syndicalistes aurait dû être une « coop » de la R.P. — Allez chercher les jeunes !... Il faut multiplier les « extériorisations ».

De Pierre ESCUDIER, à Salles-d'Aude (Aude), qui signe : « Un septuagénaire membre des « Amis de la Liberté » :

Désapprobation des articles de R. L., prose digne de figurer dans la presse inféodée à Moscou. En revanche, accord avec le sage R. H. et quelques autres.

De J. LAPLAUD (Charente-Maritime) :

Félicitations à R. Hagnauer pour sa mise au point : l'affaire de Gaza et pour son exécution du « prêtre progressiste » (?) dont j'avais lu avec quelque effarement, moi aussi, la curieuse lettre parue dans la Nouvelle Gauche.

De L. JOUBERT, de Talence (Gironde) :

Je le regrette, car j'aimais bien la R.P., mais il sera désormais inutile de m'envoyer votre revue. Je ne m'attends pas à me trouver d'accord avec les gens que je lis, mais depuis la crise du Moyen-Orient, le désaccord est trop net et trop constant. Ne parlons pas d'antisémitisme, ce serait désobligeant, mais soutenir éperduement le nationalisme parce qu'il s'agit de musulmans est excessif, et quand je vois Louzon s'affirmer le défenseur de la « souveraineté » de Nasser ou d'Ibn Séoud sur la mer Rouge, contre la liberté internationale, je ne puis que fermer la revue, et définitivement.

A propos de l'exode des Arabes en Palestine

Un ami qui a lu la version donnée par Louzon sur l'exode des Arabes de Palestine, nous donne le témoignage suivant :

Pourquoi les Arabes de Palestine (actuellement Israël) ont-ils abandonné leurs demeures et se sont enfuis pendant la guerre menée par les pays arabes contre Israël qui venait de proclamer son indépendance ? Telle était la question que je me suis posée au moment où cette fuite se produisit et après.

A l'occasion d'un voyage en Israël, j'ai posé la question à nombre d'Israéliens et je ne veux citer qu'une réponse qui les résume toutes et qui m'a été donnée par une personne dont l'objectivité ne fait pas de doute pour moi.

Voici cette réponse :

Habitant depuis de nombreuses années Haïfa, je suis à même d'affirmer que nulle part en Israël (la Palestine d'alors), les rapports des habitants arabes et juifs n'ont été meilleurs qu'à Haïfa.

Quand la guerre a été déclarée à Israël par les pays arabes, les appels du grand muphti de Jérusalem, reprises par les gouvernements arabes, incitaient les populations arabes à quitter le pays en leur promettant un prompt retour, et comme récompense, les biens des Juifs qui devaient être rapidement « liquidés ».

Les représentants qualifiés des Juifs à Haïfa insistèrent auprès des notables arabes pour qu'ils ne donnent pas suite à ces appels et demeurent en place.

En vain, de nuit, toute la population de Haïfa s'embarqua sur des bateaux et des barques, quittant la ville où rien ne les menaçait au cas d'une victoire juive, conformément aux assurances qui leur ont été données.

Sur le pacifisme pur

De FERDOUSSI, de Bordeaux :

Mon cher Louzon,

Je viens de recevoir le numéro de la R.P. Je ne puis m'empêcher de t'écrire de suite que j'y trouve quelques motifs de malaise.

Les articles de R. H. m'inquiètent sérieusement. Je crois R. H. honnête et n'obéissant pas à quelque secrète consigne. Mais les contacts qu'il peut avoir avec les membres de l'enseignement, ceux de la Fédération de l'Education nationale ou d'autres plus près des milieux gouvernementaux doivent influencer sur sa façon de penser.

Je ne céderai pas au mouvement d'humeur de certains en résiliant mon abonnement à la R.P. C'est idiot d'en arriver là, car la R.P. mérite de vivre. même si l'accord n'est pas parfait entre lecteurs et rédacteurs. Le monde ouvrier, par ses guides, crève de cet esprit de chapelle et l'effort unitaire doit être poursuivi, coûte que coûte. Et même si R. H. me porte sur les nerfs, je n'abandonne pas la R.P.

Parce qu'il me porte sur les nerfs. D'abord parce qu'il est prof...

Tu as raison sur toute la ligne concernant l'affaire d'Egypte et l'Algérie. Et si je regrette que nos vaillants camarades des « Kibboutz » israéliens, que j'ai visités en 1936, soient mêlés à cette sottise bagarre, je donne raison à l'Egypte d'essayer de rompre le cercle d'acier des banquiers internationaux, car Eisenhower, comme Mac Millan, comme Mollet, que sont-ils ? Sinon les commis politiques des mercantis internationaux, les pétroliers en tête. Ça non plus dans la R.P. on ne le dénonce guère.

Maintenant, R. H. remet ça sur le pacifisme. Nous n'avons pas, nous les pacifistes intégraux, de leçons à recevoir de lui. Bien que son premier article sur ce sujet soit posé en termes modérés, cela sent la « croisade » d'une lieue. La guerre mène toujours à la servitude et ceux qui sont morts dans le maquis auraient bonne mine s'ils revenaient. Oui, les pacifistes de 1939 avaient prévu la défaite de 1940, et je me rappelle qu'en février 1940 un postier de Tunis que tu dois connaître, me disait, sortant de tirer quatre mois pour avoir affiché le tract « Paix immédiate », que les Allemands seraient à Bayonne en moins d'un mois. Non, le pacifisme n'a pas fait faillite, ceux qui ont fait faillite, ce sont tous ceux qui étaient bellicistes à partir de 1939 et qui ont pourri nos syndicats par leur aveuglement partisan.

Mais nous sommes encore quelques-uns à penser qu'en dehors de la grève générale, la classe ouvrière n'a pas de moyens plus honorables pour se défendre. Toute participation à une croisade, à un effort guerrier quelconque est une honte pour ceux

qui s'y livrent. Et l'on parle de justice, de fraternité, laissez-moi rire. Si les Hongrois avaient préparé une grève générale avec dispersion dans la campagne, vidant les villes, quel exemple ! Bien sûr la force aurait fini par avoir le dessus provisoirement, mais 25.000 hommes ne seraient pas morts. Il est vrai que R. H. a dû lire Machiavel, et doit penser qu'il faut des victimes. Toujours des victimes, encore plus de victimes ! Ah ! je t'en supplie, que Zimmerwald demeure présent à la R.P. Assez d'exégèse prétentieuse sur l'impérialisme et le fait national. La paix nous la bêlerons jusqu'au bout, jusqu'au billot s'il le faut, mais les prolos des autres pays n'auront rien à nous reprocher et notre conscience sera en paix.

Et c'est encore Félicien Challaye qui voit le plus clair, malgré son grand âge.

Ferdoussi rend le bien pour le mal. Je lui porte sur les nerfs !... Lui, détendrait plutôt les miens. Quel soulagement pour moi de renoncer à la ruse hypocrite et d'être ainsi confondu par un juge aussi clairvoyant ! Hier, on m'accusait d'être le directeur de conscience du bureau confédéral F.O. Aujourd'hui mes inspirateurs siègent au bureau de la fédération de l'Education nationale et au gouvernement... Quoique « prof », je reste un primaire naïf... Je n'avais pas reconnu les voix qui peuplent mes méditations. Ainsi, dans l'île des Pingouins, d'Anatole France, le bon Saint Maël écoute avec complaisance un moine subtil : « Il disait cela, parce qu'il était le Diable... mais le bon Saint Maël ne le savait pas ! ».

Contrit et repentant, je fais vœu d'humilité. J'offre à Ferdoussi d'échanger mon « luxe bourgeois » contre sa misère prolétarienne. Et je renoncerais — quoique prof ! — à donner des leçons aux pacifistes...

Me méprisant, Ferdoussi consultera sans doute, avec respect, les signataires du tract « Paix immédiate »... ou Félicien Challaye que j'avais pris jusqu'à présent pour un prof, plus éminent que moi.

Les conclusions de mon étude sur le « pacifisme » ne lui donneront certainement pas satisfaction. Qu'il s'en plaigne à l'ami Louzon, voilà qui me surprend agréablement. J'avais toujours cru Louzon plus éloigné que moi de la « non-violence ». J'avais cru aussi — quelle présomption ! — que ma fidélité au « mythe » de la grève générale s'affirmerait avec assez de netteté.

Seulement les blindés russes ont écrasé en Hongrie aussi bien l'insurrection armée que la grève ouvrière. Tandis que dans les pays dits démocratiques — Ferdoussi haussera les épaules — en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne libre, la grève peut être organisée, prolongée, généralisée... sans se heurter à l'interdiction préalable.

Il est sans doute pas mal de « maquisards » qui sont morts pour le « communiqué » ou dont les sacrifices ont consolidé le stalinisme. Mais il est des « résistants » qui en France, en Allemagne, en Italie, en Espagne, ont mené jusqu'au bout la bataille contre Mussolini, Hitler et Franco... D'autres, et les mêmes, ont combattu Staline et ses restes. D'autres sont tombés pour la libération des peuples colonisés par les vieux impérialismes européens. Nous sommes fiers de porter leur héritage révolutionnaire. Et s'ils n'avaient pas participé à un « effort guerrier » (sic !), Ali Ferdoussi ne trouverait pas de tribune libre pour... « leur faire honte » ! (resic !).

Tenter d'éclairer honnêtement les militants ouvriers sur les problèmes internationaux... c'est besogne de prof prétentieux (à parler franc, la prétention n'est pas le défaut de la majorité des universitaires... car ils ne sont pas nombreux ceux qui acceptent de se heurter à la démagogie).

Il est tellement simple de tout expliquer par l'action... des pétroliers, de rejoindre dans l'anti-américanisme virulent, lors de manifestations contre un général, américain ou allemand, les pacifistes comme Ferdoussi, les staliniens de Maurice Thorez, les éternels nationalistes à l'immortel bonnet à poils...

Je devrais relever sur un autre ton l'accusation d'être un « machiavélique buveur de sang ». Je veux croire que Ferdoussi qui lit si mal les autres, ne se relit pas lui-même. S'il connaissait le sens des mots qu'il emploie, il mériterait une réponse qui pourrait clore tout débat.

R. H.

« LES INSTITUTEURS »

(Georges Duveau). — Editions du Seuil, Collection « Le Temps qui court » (350 francs).

Georges Duveau est professeur à l'Institut de Sociologie de Strasbourg. Il est l'auteur d'une thèse remarquable sur « La Vie ouvrière en France sous le second empire ». De plus — ce qui ne gâte rien — c'est un vieil abonné de la « R.P. ». Le petit ouvrage qu'il vient de publier sur les instituteurs est d'une lecture à la fois instructive et attrayante ; il utilise, pour décrire et expliquer « les maîtres d'école », la méthode même que les meilleurs d'entre eux ont appliquée dans la pédagogie nouvelle, je veux dire qu'il ne commence pas par rendre rébarbatif le sujet qu'il traite. Et ainsi, il le traite bien.

Ce n'est pas ici qu'on s'y trompera : parler des instituteurs en France, c'est en réalité retracer l'histoire des institutions, et aussi des événements, depuis la révolution française. Le projecteur braqué sur ces humbles serviteurs de l'instruction populaire ne laisse pas d'éclairer en même temps la scène historique et sociale où nous les voyons s'ébattre, et se battre, et combattre. Le modeste acteur que Georges Duveau met à l'avant-scène ne cache pas les grandes vedettes et vrais meneurs de jeu qui évoluent derrière lui et qui lui dictent ses attitudes. On dirait qu'ils lui tirent les ficelles si, bien souvent, notre pédagogue ne se mettait à manifester une indépendance incongrue et à jouer soudain une tout autre pièce ; enrôlé et payé (mal payé) pour jouer le jeu de la révolution bourgeoise, voilà qu'il débite tout à coup le couplet de la révolution ouvrière et socialiste ! N'allez pas croire surtout que l'instituteur, notre cher camarade et ami, soit idéalisé par Georges Duveau. Non ! Il nous le présente sous les aspects divers qu'il peut prendre en tant qu'individu et en tant que groupe social, et ces aspects ne sont pas tous exaltants.

Faire une monographie de l'instituteur, c'est bon gré mal gré (pour Georges Duveau, c'est manifestement bon gré) faire l'histoire du mouvement des idées et des idées dites « d'avant-garde ». Ici, l'instituteur ne nous est pas seulement présenté comme type social pour lequel l'auteur montre, en dépit d'une ironie sous-jacente, beaucoup d'attendrissement ; mais ce sont des hommes et des militants qui vivent devant nous. Les noms de certains d'entre eux nous sont familiers. Nous y retrouvons avec joie nos maîtres et nos camarades dont quelques-uns ont signé et signé encore des articles dans cette revue même. J'ai été personnellement très touché de la juste place que Duveau a faite à notre ami regretté Albert-Vincent Jacquet.

Nous souhaitons évidemment que l'ouvrage de Georges Duveau soit lu par de nombreux instituteurs ; mais la part que cette honorable corporation a prise et continue de prendre dans le mouvement syndical est assez grande pour que tous les militants ouvriers s'y intéressent. Ils ne le regretteront pas. Ils y trouveront un vieux sujet présenté d'une façon neuve. L'originalité de l'œuvre leur apparaîtra immédiatement par les titres des cinq chapitres : 1) L'acte de baptême ; 2) Le berceau des doctrinaires ; 3) L'illusion lyrique ; 4) Les saints sans espérances ; 5) Les aristocrates ruinés. (Ces deux « ain. ») Mais, vraiment, faut-il croire que ces « aristocrates » sont définitivement ruinés. Il n'est pas exclu qu'ils retrouvent de nouveaux pouvoirs et de nouvelles richesses.

Je pourrais peut-être chicaner Georges Duveau sur quelques erreurs de faits, exemple : la soit-disante utilisation dans les congrès d'instituteurs de la formule « La servitude plutôt que la mort ! » Autre erreur : la classe exceptionnelle ne date pas de 1919. Mais ce sont là, surtout la seconde erreur négligeables.

Les lecteurs du livre y trouveront une illustration absolument remarquable, parlante et spirituelle.

Après avoir jeté les yeux sur les premières images des terribles pédagogues du temps jadis, qu'ils aient tout de suite à la page 178 : je leur promets à l'image la plus réjouissante et la plus émouvante la fois d'un jeune instituteur contemporain dans l'exercice de sa noble fonction !

R. GUILLON

PERMANENCE D'UNE VOLONTE

Aux camarades qui lisent l'anglais, je ne saurais assez conseiller le livre de Rudolf Rocker, « The London Years » (Robert Auscombe and Co Ltd - Londres). Il s'agit d'un extrait des « Mémoires » du vieux militant anarcho-syndicaliste allemand, et les pages de souvenirs portent sur la période qui va de 1893 à 1917.

Rocker, qui vit aujourd'hui aux Etats-Unis, où il collabore toujours au périodique libertaire de langue yiddish « Frei Arbeiter Schitimme », est une sorte de pont humain reliant deux époques profondément différentes, deux âges du mouvement ouvrier. Il ne semble pas que son mode de raisonnement, son comportement, sa façon d'envisager les problèmes sociaux aient subi grand changement ; et cette constatation n'est pas un reproche. Comme le dit l'auteur dans la préface : « Les idées sociales ne sont pas seulement un rêve concernant l'avenir. Si elles doivent signifier quelque chose elles doivent être traduites dans la vie quotidienne, ici et maintenant... »

Entre la période d'organisation et d'éducation des travailleurs juifs échappés aux paysans de Russie, de Pologne, de Roumanie, et venus se faire exploiter dans les ateliers de confection londoniens, et la période où les ouvriers juifs des grandes usines sont en mesure de racheter les entreprises déficitaires par le truchement de leurs syndicats, un demi-siècle s'est écoulé.

Rudolf Rocker, qui fut l'un des pionniers du mouvement ouvrier juif — bien qu'il ne fut pas juif lui-même et qu'il apprit le yiddish progressivement — a connu les luttes et participé aux polémiques des premières associations internationales. Il a connu Weiting, Domela Niewenhuis, Kropotkine, Malatesta. Et dans les publications qu'il anima (« Arbeiter Freint », « Germinal ») on peut retrouver quantité de noms appelés à devenir célèbres, celui du grand romancier yiddish Schalom Asch, par exemple.

Lors même que les divergences, les oppositions séparaient les amis d'hier en tendances rivales, Rocker n'a jamais perdu le sens de l'homme, le respect de l'adversaire de bonne foi, le goût de la compréhension.

Le livre est écrit sobrement, sans recherche de l'effet. Il n'en est que plus prenant, plus poignant. Ainsi, quand, au début de la guerre de 1914-1918, alors que l'hystérie xénophobe se déchaine en Angleterre, s'organise une cantine populaire, destinée à sauver de la faim émigrés allemands et français...

S. P.

« La diversité de tendances et d'opinions, au lieu de paralyser la marche en avant, est au contraire ce qui la rend possible parce que leurs conflits mêmes s'opposent à l'inertie et à la routine et conduisent à envisager sans cesse les anciens problèmes sous d'autres aspects ou à en envisager de nouveaux. »

LOUIS DE BROGLIE.

(Les orientations diverses de la recherche scientifique.)

Cercle Zimmerwald

Il n'y aura pas de réunion du Cercle ce mois-ci. Prochaine réunion :

DIMANCHE 26 MAI à 15 heures

A l'ordre du jour :

L'INDEPENDANCE DU GHANA

LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1^{er} MARS. — Le gouvernement israélien décide d'évacuer Gaza et Chaim-el-Cheikh.
A Damas (Syrie), condamnation à mort de treize personnalités politiques et militaires accusées de collusion avec l'Occident.
Fin de la grève des agents de l'Education Nationale.
M. Nixon, vice-président des Etats-Unis, commence par le Maroc sa tournée africaine.

MERCREDI 6 MARS. — Le Président Guy Mollet rend compte au gouvernement de son voyage en Amérique.
Le Sénat américain approuve la doctrine Eisenhower sur l'aide au Proche-Orient.
Au Chili, élections qui marquent la défaite écrasante des partis de gauche et du Président Ibanez.
La Côte de l'Or devient l'Etat souverain du Ghana.

VENDREDI 8 MARS. — Les élections irlandaises donnent la majorité absolue au parti de M. de Valera.
Internement de 9 Européens d'Alger — dont le secrétaire d'un syndicat C.F.T.C. — pour avoir hébergé des membres du F.L.N.

SAMEDI 9 MARS. — A Paris, entretien des Premiers Ministres et Ministres des Affaires Etrangères franco-britanniques.

DIMANCHE 10 MARS. — Elections dans l'Aisne. Sur 1956. les poujadistes perdent la moitié de leurs voix, les communistes, 120.000 voix sur 35.000. Les autres partis maintiennent leurs positions.

LUNDI 11 MARS. — Importante opération de « nettoyage » en Algérie dans le massif des Beni-Chougrane.
A Berlin-Est, le professeur Hanch est condamné à 10 ans de travaux forcés pour « avoir dirigé un groupe contre-révolutionnaire ».
Grève de 24 heures des mineurs.

MARDI 12 MARS. — Elections municipales à Ajaccio : avance radicale, recul des bonapartistes et des communistes.
Les gouvernements occidentaux rejettent la proposition soviétique de déclaration à quatre sur le Proche-Orient.
L'Egypte décide de reprendre l'administration de Gaza.
Accord entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne de l'Est pour le stationnement des troupes soviétiques.

MERCREDI 13 MARS. — Grève de 24 heures des services de distribution et de transport des P.T.T. (décidée par C.G.T., C.F.T.C., Fédération Autonome contre F.O.).

JEUDI 14 MARS. — Le Conseil des Ministres décide une restriction sévère des importations.
Le scandale du syndicat des camionneurs des Etats-Unis entraîne l'arrestation du vice-président.
Putsh à Cuba qui échoue : 40 morts.

VENDREDI 15 MARS. — Le Liban accepte l'aide américaine.
Conférence européenne sur le Marché Commun.

SAMEDI 16 MARS. — Grève dans les chantiers navals de Grande-Bretagne.
La Commission parlementaire d'enquête envoyée en Algérie justifie la procédure exceptionnelle, contre la seule opposition de M. Hovnanian.
Moscou demande aux Six de renoncer à l'Euratom et au Marché Commun pour une coopération européenne.

LUNDI 18 MARS. — A Tlemcen (Algérie), quatre grenades font 26 blessés.
Ordre d'information contre M. J. Servan-Schraiber pour ses articles de « L'Express » : « Lieutenant en Algérie ».

MARDI 19 MARS. — A Londres, l'U.R.S.S. propose l'arrêt des expériences nucléaires.

MERCREDI 20 MARS. — Fête de l'Indépendance à Tunis : le ministre François Mitterrand quitte Tunis pour ne pas rencontrer les leaders F.L.N.

JEUDI 21 MARS. — Les élections indiennes donnent une majorité écrasante au Parti du Congrès, sauf dans l'Etat de Kerala où les communistes l'emportent.
Violents incidents aux Ateliers et Chantiers de

France à Dunkerque à la suite du refus de discussion de la direction sur les salaires.

VENDREDI 22 MARS. — Fermeture pour 48 heures des Facultés de Sciences de Paris et Clermont-Ferrand pour protester contre l'attribution injuste de la prime de recherche.
A Tunis, déclaration intransigeante du représentant du F.L.N. algérien.

SAMEDI 23 MARS. — Les Etats-Unis adhèrent au Comité militaire du Pacte de Bagdad.
Le gouvernement britannique accorde 5 % d'augmentation aux cheminots.

LUNDI 25 MARS. — Signature à Rome des traités sur l'Euratom et le Marché Commun.
Le parti communiste anglais solidaire du parti polonais.
A Tunis, meeting intersyndical nord-africain.
Le suicide à Alger de l'avocat Ali Boumendjil arrêté par les parachutistes provoque une enquête.

MARDI 26 MARS. — Fermeture pour 48 heures de la Faculté des Lettres de Paris.

JEUDI 28 MARS. — Le général de Bollardière demande à être relevé de son commandement en Algérie pour protester contre les exactions commises.

VENDREDI 29 MARS. — Explosion d'un gros engin à Tunis au « Club des Algériens ».
A la fin du débat sur la politique générale, le gouvernement obtient la confiance par 221 voix contre 188 et 110 abstentions.

SAMEDI 30 MARS. — Libération par la Grande-Bretagne de l'archevêque cypriot Makarios.
Rupture des pourparlers entre patrons et syndicats des industries mécaniques britanniques.
Signature du traité tuniso-marocain.
La centrale américaine exclut le président du Syndicat des Camionneurs.
Violentes manifestations à l'Arc de Triomphe pour la libération du capitaine Moureau.

DIMANCHE 31 MARS. — Elections aux assemblées locales en Afrique noire et à Madagascar.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE MARS 1957

RECETTES

Abonnements ordinaires	31.300	
Abonnements de soutien	19.500	50.800
Souscription		4.525
Vente « R. P. »		1.590
Vente « Chine »		800
Vente « Charte d'Amiens »		4.650
Vente « Hongrie ouvrière »		4.100
Remboursement par l'Union des Syndicalistes		21.000
		87.465
En caisse à fin février		128.521
		<u>215.986</u>

DEPENSES

Frais d'expédition		525
En caisse à fin mars :		
Espèces	36.049	
Chèques postaux	179.412	
		<u>215.461</u>
		<u>215.986</u>

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

C. Delsol (Paris) 1.500 ; F. Fuvel (Rhône) 2.000 ; R. Guilloché (Paris) 2.000 ; Dr J.-D. Martinet (Paris) 5.000 ; L. Martinollet (Aude) 2.000 ; René Michaud (Paris) 2.000 ; J. Pinty (Algérie) 3.000 ; Toesca (Seine) 2.000. — Total : 19.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

Claude André (Seine) 100 ; Josette et Jean Cornec (Finistère) 500 ; M. Dommanget (Oise) 200 ; J. Duperray (Loire) 200 ; Maurice Duval (Paris) 500 ; P. Escudier (Aude) 500 ; C. Favier (Paris) 225 ; Gaby (Seine-et-Oise) 900 ; A. Langlois (Seine) 100 ; J. Laplaud (Charente-Maritime) 300 ; J.-O. Léger (Haute-Savoie) 300 ; M. Marteau (Loire-Atlantique) 200 ; C. Rozet (Loire) 500. — Total : 4.525 francs.

Il y a six mois, la tragédie hongroise provoquait une émotion générale, exploitée par des gens dont les intentions n'étaient pas pures...

On s'est calmé, on s'est habitué à lire dans les quotidiens des informations qui prouvent cependant que l'assassinat du peuple hongrois continue... que les frontières de Hongrie ne sont plus que des fils de fer barbelés entourant un immense camp de concentration.

Et dans notre pays, les émigrés sont traités en intrus, en suspects, sont victimes de l'abominable propagande des agents de Moscou

Déjà l'affaire de Hongrie n'est plus qu'un argument électoral parmi tant d'autres.

Déjà les complices français des assassins du peuple hongrois remontent le courant.

Nous en appelons à tous ceux pour qui la tragédie hongroise appartient à la légende ouvrière, comme la Commune parisienne de 1871, la Résistance révolutionnaire à Franco de 1936 à 1939.

Si vous restez fidèles à la solidarité ouvrière internationale, si vous voulez arracher toute la classe ouvrière française aux hommes de Moscou, rouge du sang des ouvriers, lisez, répandez, diffusez la 2^e brochure de l'Union des Syndicalistes :

Pourquoi et comment se bat la Hongrie ouvrière

Un avant-propos de Louis MERCIER

Les causes de l'insurrection - Ses caractères

DOCUMENTS : Les appels du Conseil des ouvriers ;
 du Comité d'organisation des Syndicats libres ;
 des Etudiants révolutionnaires ;
Un décret sur les Conseils ouvriers ;
Un article sur le Droit de grève ;
Tableau des prix de 1949 à 1954.

**AUCUN MILITANT OUVRIER ET RÉVOLUTIONNAIRE,
AUCUN HOMME LIBRE NE DOIT IGNORER LA PORTÉE
DE LA RÉVOLUTION HONGROISE**

Demandez nos brochures : l'exemplaire : 50 fr. — Le colis de 20 : 500 fr.

Adresser commandes et mandats à :

Robert Marcheti, 1, rue Dulaure, Paris-20^e — C.C.P. Paris 7473.08.